

Copie finale du mémoire.

Les relations sino-africaines ; la nouvelle stratégie Chinoise en Afrique.

Soumis par

Jean Yves Amon

Sous la direction du professeur

Gilles Breton

Dans le cadre du programme de maîtrise en

Affaires Publiques et Internationales.

Université d'Ottawa

Le 16 juillet 2021



uOttawa

École supérieure d'affaires
publiques et internationales

Graduate School of Public
and International Affairs

Table of Contents

Acronymes.....	3
Résumé	4
Introduction	5
Concepts clés	7
Cadre d'analyse et méthodologie.....	7
Chapitre 1 : Une liaison historique.	9
L'anti-impérialisme Chinois.....	9
Les quatre temps de la Chine en Afrique	10
Chapitre 2 : L'économie, le nouveau moteur des relations sino-africaines.	14
De 1949 à 1971	14
Le principe du « win - win » (bénéfices mutuels).....	14
De 1972 à 1993	16
De 1994 à 2014	18
Après 2014	19
La « Belt and Road Initiative » BRI	24
Les aléas de la relation économique sino-africaine	27
Chapitre 3 : La dimension sécuritaire.	29
De 1949 à 1971	29
OMP et R2P	32
De 1972 à 1993	34
De 1994 à 2014	35
Depuis 2014	38
La première base militaire outre-mer	40
Chapitre 4 : Soft power ou Sharp power ?.....	41
Le « soft power Chinois »	41
De 1949 à 1971	43
De 1972 à 1993	43
De 1994 à 2014	43
Depuis 2014	46
Du Soft au Sharp Power.....	46
Vers la fin du « soft power chinois » ?.....	49
Chapitre 5 : Une mondialisation à la Chinoise.	51
Le principe de non-ingérence et les relations bilatérales.....	51
Les similitudes.....	52
Conclusion.....	55
Bibliographie.....	57
Annexes	61

Acronymes

URSS : Union des républiques soviétiques et socialistes

RPC : République populaire de Chine

KMT : Kouo-Min-Tang

PCC : Partie communiste chinois

ONU : Organisation des nations unies

BRI: Belt and road initiative

BAD : Banque Africaine de développement

UPC : Union des populations du Cameroun

SASAC: State-owned assets supervision and administration commission

OMC : Organisation mondiale du commerce

OMP : Opérations de maintien de la paix

R2P : Responsabilité de protégée

SASAC : Commission de Supervision et d'Administration des Bien Publics

BRF : Belt and Road Forum

UNMIS : Mission des Nation Unies au Soudan

UNMIL : Mission des Nations Unies au Liberia

UNAMID : Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour

Résumé

Ce travail analyse l'évolution des relations sino-africaines depuis la proclamation de la République populaire de Chine, en 1949, jusqu'à la période d'après 2014, avec l'arrivée au pouvoir en 2013 du nouvel homme fort du parti communiste Chinois, Xi Jinping. Ces relations étaient essentiellement de natures politique et idéologique entre 1949 et 1971, en raison de l'histoire anticoloniale de Pékin et des différents mouvements de libération nationale en Afrique. Entre 1972 et 1993, la République populaire de Chine va affirmer de plus en plus sa volonté d'avoir un plus grand impact sur la scène internationale. De ce fait, une série de réformes de ses politiques internes et externes sera menée et cela va la conduire à la période des « vingt glorieuses » entre 1994 et 2014. Cette période se caractérise par l'augmentation des échanges économiques ainsi que par une plus grande présence sur le continent Africain. Après 2014, les relations sino-africaines vont passer un autre cap avec l'application d'une stratégie Chinoise beaucoup plus dynamique. Au niveau économique, il y aura la naissance du projet pharaonique de la « Belt and Road Initiative » à l'automne 2013 ; au niveau sécuritaire, Pékin va accroître sa participation dans les opérations de maintien de paix et établir sa toute première base militaire au Djibouti en 2017 ; au niveau idéologico-culturelle également, le « soft power chinois » et l'utilisation du « Sharp power » lui permettent de partager ses valeurs sur le continent Africain. La stratégie de Pékin est également globale car la Chine vise à établir un nouvel ordre international et l'Afrique en fait partie. Tout cela, sous les principes de non-ingérence, de bénéfices mutuels et de coopération sud-sud.

Introduction

Les relations entre la République Populaire de Chine (RPC) et le continent Africain ne datent pas du début du 21^e siècle, elles s'inscrivent dans l'histoire comme des relations de solidarité, en témoigne le discours de l'ancien président de la République populaire de Chine, monsieur Hu Jintao, lors de la cérémonie d'ouverture du sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine en 2006 :

« La Chine a été toujours et fermement avec les peuples africains au cours de leur lutte pour la libération nationale comme dans la construction de leurs pays. L'amitié qu'éprouve le peuple chinois envers les peuples africains est constante et invariable, comme le montrent les faits [...]

Aujourd'hui, l'amitié sino-africaine s'est profondément enracinée dans les cœurs de nos peuples. Si cette amitié a résisté à l'épreuve du temps et des aléas internationaux, c'est que nous sommes de part et d'autre toujours restés fidèles, dans le développement de nos relations, aux justes principes de l'amitié sincère, du traitement d'égal à égal, du soutien mutuel et du développement commun. »¹

Par ces mots, nous constatons que les liens unissant les deux protagonistes semblent assez forts et que ces derniers ont partagé des rapports de natures politique et idéologique, surtout entre 1949 et 1971 pendant les périodes de colonisation et de décolonisation. Ces relations se définissaient également par des échanges économiques, dans une dynamique de coopération entre deux acteurs du sud. Cependant, la structure du monde a changé, la Chine est peut-être

¹ Discours de Monsieur Hu Jintao, président de la République populaire de Chine, à la cérémonie d'ouverture du sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine (2006)
<https://www.fmprc.gov.cn/zflt/fra/wjih/zyjh/t305495.htm>

restée un pays du tiers monde comme elle le prétend, mais il ne fait aucun doute qu'elle est devenue de plus en plus présente sur l'échiquier international, concurrençant économiquement les États-Unis d'Amérique, puissance hégémonique depuis la fin de la guerre froide et la chute de l'URSS. La période de 1972 à 1993 va se traduire par davantage d'échanges économiques car le contexte Africain va changer étant donné que les États ont pris leur indépendance et se sont libérés de l'occupation coloniale. Pékin, avec ses nouvelles ambitions internationales et sa carrure de grande puissance, va s'adapter à ses changements et s'imposer sur le continent Africain. Cette présence ne s'inscrit plus majoritairement dans la lutte anti-impériale même si elle demeure toujours, selon Pékin, dans la sphère d'une coopération solidaire Sud - Sud, mais elle s'inscrit dorénavant, dans de nouvelles dimensions à savoir : économique, sécuritaire et idéologico-culturelle. La Chine a beaucoup à gagner d'une bonne stratégie d'approche qui permettra l'amélioration de ses relations avec le continent Africain, ainsi que la recrudescence de sa puissance dans le jeu international. L'implication croissante de Pékin dans les opérations de maintien de la paix des Nations-Unis ainsi que son vaste projet de route de la soie « Belt and Road Initiative » (BRI), témoignent de cette nouvelle réalité-là. C'est donc à juste titre que nous nous demandons :

Il y a-t-il une nouvelle stratégie diplomatique chinoise en Afrique ?

Cette question est d'autant plus pertinente lorsqu'on se rend compte de l'évolution manifeste de la Chine tiers-mondialiste à la grande puissance qu'elle représente aujourd'hui, et de la nouvelle phase dans laquelle Pékin est rentrée, celle du « socialisme à la chinoise de la nouvelle ère », proclamée par Xi Jinping après son arrivé au pouvoir en 2014.

Concepts clés

« Stratégie diplomatique » : plan d'actions coordonnées d'un État dans la gestion de ses relations extérieures avec un autre État.

« Nouvelle stratégie diplomatique chinoise » : Une évolution ou un changement radical dans le plan d'actions adoptée par Pékin vis-à-vis de ses partenaires.

Cadre d'analyse et méthodologie

L'analyse qui guidera notre travail est celle de Sophie Wintgens et Aurégan Xavier. Selon ces auteurs, la politique étrangère chinoise, établie sur le principe de non-ingérence, est définie comme une politique de développement et de coopération entre États, basée sur la promotion de relations économiques, sécuritaires et idéologique. Érigée en doctrine d'État, elle est vigoureusement soutenue par Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir. La stratégie politico-économique chinoise en Afrique s'inscrit dans l'avancée de la nouvelle route de la soie qui vise à intégrer la Chine dans des circuits mondiaux d'échanges par la promotion et l'investissement dans des infrastructures régionales. C'est un vaste plan d'ensemble, au centre de la doctrine de l'État chinois, qui est porté par l'ambition du président Xi Jinping qui projette l'avènement d'un ordre mondial dirigé par la Chine à l'horizon 2049. La stratégie sécuritaire vise à rehausser l'image de Pékin sur la scène internationale, tout comme sa stratégie idéologico-culturelle, pour implanter son modèle de développement et son idéologie grâce à l'utilisation d'un « soft power chinois », assez différent du modèle occidental.

Notre analyse sera principalement menée grâce une revue de la littérature scientifique autour des relations sino-africaines. Nous allons également utiliser les outils de statistiques,

les livres, les revues, les articles, les données et les rapports d'organisations internationales disponibles en ligne pour recueillir des informations. Notre plan sera divisé en cinq chapitres :

Dans le premier chapitre, nous allons revenir sur les relations historiques qui lient Chine et Afrique ainsi que l'analyse chronologique que nous propose Sophie Wintgens et Xavier Aurégan des quatre temps de la Chine sur le continent Africain. Le deuxième chapitre étudiera la dimension économique des relations entre les deux acteurs, l'économie étant la composante majeure de la nouvelle stratégie de la RPC sur le continent Africain. La troisième partie sera consacrée à la dimension sécuritaire de la présence de la RPC. Dans la quatrième partie, nous allons nous intéresser à l'approche idéologico-culturelle utilisée par Pékin. Comment à travers le « soft » et le « Sharp » power, la RPC tente de façonner le schéma existant en sa faveur. Le cinquième et dernier chapitre présentera comment l'Afrique, tout comme l'Amérique Latine, s'inscrit dans le jeu international de la RPC pour l'avènement d'un nouvel ordre international.

Dans les quatre premières parties, nous montrerons l'évolution des relations sino-africaines en utilisant la structure chronologique des auteurs Wintgens et Aurégan sur les quatre temps de la Chine en Afrique.

Chapitre 1 : Une liaison historique.

L'anti-impérialisme Chinois

En 1911, la Chine a connu ce qu'on appelle aujourd'hui la « grande révolution chinoise ». Elle fut initiée pour favoriser le changement de la structure politico-sociale du pays, ce qui a abouti au renversement de la dynastie des Qing et à la fin du régime impérial. Les historiens chinois définissent la révolution de 1911 comme la « ancienne révolution démocratique » par opposition à la « nouvelle révolution démocratique » de 1927². En 1911 c'est la bourgeoisie qui va mener la révolution, représentée par une nouvelle classe d'industrielles et de commerçants, hostiles à la dynastie et dont le développement a amené une économie de type moderne depuis l'ouverture de la Chine à l'occident. Elle va servir d'éveil de conscience et va rendre possible la deuxième révolution de 1927, menée par le prolétariat. Malheureusement pour les communistes, les troupes nationalistes de Tchang-Kai-Tchek et de son parti bourgeois, le Kouo-Min-Tang (KMT), vont écraser le soulèvement de la classe ouvrière et la disloquer ce qui va également entraîner l'échec de cette deuxième révolution. Le PCC va néanmoins continuer son implantation rurale en privilégiant cette fois-ci la paysannerie à la classe ouvrière. Il va profiter des faiblesses du régime nationaliste et bourgeois de Tchang-Kai-Tchek après la guerre face au Japon et déclencher une guerre civile que va mener l'Armée de libération populaire et conduire le PCC à la victoire ainsi qu'à la proclamation, le 1^{er} octobre 1949, de la République populaire de Chine³. C'est cette nouvelle Chine, poussé par un élan

² Bergère, M. (1963). La Révolution de 1911 jugée par les historiens de la République populaire de Chine : Thèmes et controverses. *Revue Historique*, 230(2), 403-436. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/40949767>

³ Fonteyn, L. (2003). Chine : De l'écrasement de la deuxième révolution (1927) à la victoire de la troisième (1949). *NPA*. Récupéré de <https://tendanceclaire.org/utills/pdf.php?id=173>.

anticolonial et anti-impérialiste, qui va s'engager à soutenir tous les mouvements de lutte contre les systèmes coloniaux et impérialistes notamment dans les États Africains.

Les quatre temps de la Chine en Afrique

Selon les chercheurs Sophie Wintgens et Xavier Aurégan, la présence de la Chine en Afrique peut se résumer en quatre périodes importantes allant de 1949 à après 2014.

La première période, qui s'étend de 1949 à 1971, est la période de l'assise idéologique et diplomatique de Pékin. Cette période est l'une des plus importante car elle a permis à la RPC d'assoier ses bases diplomatiques avec l'Afrique et de se positionner déjà comme un allié sûr. En effet, la période de 1950 marque le début d'un long processus de lutte des colonies Africaines pour sortir de la tutelle des puissances occidentales et obtenir leur indépendance. La Chine, motivée elle-même par son histoire révolutionnaire contre l'impérialisme, va s'intéresser aux mouvements de libération anticolonialistes, et cela va se traduire par la réception à Pékin de Felix Moumié, militant de l'UPC (Union des Populations du Cameroun), parti politique Camerounais créé en 1948 pour mener la lutte indépendantiste. La conférence de Bandung en 1955 va être le point de départ d'une réelle politique chinoise sur le continent, suivi par une série de conférences en Afrique notamment au Caire en 1957, à Accra en 1958 dans le Ghana nouvellement indépendant, à Conakry en 1960 et à Mogadiscio en 1963⁴. Le premier ministre Zhou Enlai va se rendre dans plusieurs pays africains comme pour témoigner de l'engagement de Pékin dans la lutte de ses alliés tiersmondistes. Va s'en suivre, le 3 janvier

⁴ François Bart, « Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 253-254 | Janvier-Juin 2011, mis en ligne le 01 janvier 2014. URL: <http://journals.openedition.org/com/6243> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.6243>

1966 à la Havane, la conférence de la Tricontinentale qui est une conférence de solidarité avec tous les mouvements de libération et toutes les organisations luttant contre le colonialisme et l'impérialisme de tous les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Une conférence qui a vu la participation de 82 États, 612 délégués, 87 organisations et 47 journalistes étrangers, tous venus prendre part à l'une des plus grandes conférences des pays du Sud. Selon les auteurs Wintgens et Aurégan, la politique étrangère de Pékin dans cette période était influencée par la rivalité sino-indo-soviétique, nourrie par les idéologies pro-occidentales et procommunistes. Zhou Enlai, défenseur des territoires et populations colonisés, va fermement s'engager à positionner Pékin à la plus haute place, d'autant plus que, dans cette même période, la rivalité sino-taiwanaise entre la Chine populaire et la République de Chine battait son plein. Il était donc question pour la Chine populaire de se trouver des alliés qui lui confèreraient plus de légitimité. On verra par la suite que cette stratégie de Pékin a fonctionné car elle a permis à la RPC d'obtenir une place importante dans l'ONU grâce à ses alliés Africains, après l'adoption de la résolution 2758.

La deuxième période est surnommée la période du « non-temps » de la Chine en Afrique et se situe entre 1972 et 1993. Après avoir assis son impact idéologique et diplomatique, la RPC va commencer à mettre en place ses premiers projets de coopérations économiques. Le principal projet était celui de Tamzam ou Tazara dans les années 70, une voie ferrée d'environ 1600 kilomètres entre la Tanzanie et la Zambie, mis en service en 1976, qui doit servir à désenclaver le territoire Zambien en exportant le cuivre extrait de ses mines. À noter que le projet fut refusé deux fois par la Banque Mondiale et la Grande Bretagne avant de trouver financement chez le partenaire Chinois. C'était la principale collaboration de l'époque entre pays du sud avec un

prêt sans intérêt d'environ 400 millions de dollars.⁵ Malgré cette réalisation, le bilan de la Chine en Afrique est assez faible, et cela est notamment dû à plusieurs facteurs externes tels que les chocs pétroliers, la chute des cours des matières premières, les crises sociopolitiques, mais aussi et surtout, une série de réformes au sein de la RPC avant et après les manifestations de la place Tiananmen. Cette période fut notamment marquée par le décès de Zhou Enlai et de Mao Zedong en 1976, ainsi que la victoire de Deng Xiaoping en 1978 qui entraîne une série de réformes dont la quatrième constitution de 1982, la réforme des communes populaires en 1983 et les réformes économiques de 1984. En Afrique, une montée de la démocratie souhaitée par les bailleurs du nord et motivée par le consensus de Washington, va un peu freiner l'élan enthousiaste de la coopération sud-sud. Toutefois, cette période de réformes internes va justement permettre à Pékin de redéfinir sa politique extérieure, ce qui va rendre possible la prochaine période des « vingt glorieuses ».

La troisième période, de 1994 à 2014, est celle des « vingt glorieuses » comme mentionnée ci-dessus. Les chercheurs Wintgens et Aurégan expliquent que les réformes, qui touchent les entreprises et leurs statuts juridiques ainsi que les changements institutionnels et stratégiques, ont entraîné le développement du secteur financier et ont favorisé l'augmentation des rapports entre la Chine et l'Afrique car elles ont permis d'augmenter l'octroi de l'aide et la sortie des capitaux. Les réformes liées aux statuts des entreprises à capitaux publics ont, en partie, permis de les aligner sur le modèle libéral et capitaliste occidental. Ces réformes ont également permis de faciliter les fusions-acquisitions au point de créer des concurrents directs aux firmes transnationales occidentales, et de permettre aux acteurs économiques chinois de s'exporter.

⁵ WINTGENS, Sophie ; AURÉGAN, Xavier (2019) (Éds.) Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine. Enjeux, défis et perspectives, Academia-L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, 324 pages.

La dématérialisation des actifs publics et la prépondérance du droit privé ont rendu possible la création de la SASAC (Commission de Supervision et d'Administration des Bien Publics) qui gère les entreprises d'État Chinois, au nombre de 96 aujourd'hui.⁶ Ces entreprises sont des champions nationaux qui emploient énormément de mains d'œuvres, et investissent beaucoup à l'étranger avec pour principal bénéficiaires, les États Africains. La consécration de ses reformes sera l'adhésion en 2001 de la Chine à l'OMC. De plus, un sentiment anti-occidental, la remise en question du consensus de Washington, la baisse de l'aide européenne, le besoin de ressources financières et matériels des États Africains, la dépendance énergétique de Pékin et la recherche de marchés, sont des facteurs additionnels qui viennent intensifier les relations entre Chine et Afrique.

La quatrième période se dessine depuis 2014 avec l'arrivée au pouvoir en 2013 du nouvel homme fort de la RPC en la personne de Xi Jinping. Chaque grand leader Chinois avait la particularité d'apporter une nouvelle vision politique et économique tout en gardant les mêmes principes et valeurs. Mao était le leader de l'indépendance, Deng Xiaoping était celui de la prospérité, Hu Jintao était celui de la paix sociale et Xi Jinping, celui du socialisme à la Chinoise de la nouvelle ère, une nouvelle Chine qui va à la conquête du monde avec un discours pacifique et un accent particulier mis sur le développement économique.

⁶ [Directory Names \(sasac.gov.cn\)](http://sasac.gov.cn)

Chapitre 2 : L'économie, le nouveau moteur des relations sino-africaines.

De 1949 à 1971

Dans ce premier temps de la Chine en Afrique, les bases de l'échange ont été établies avec l'énumération de huit principes que sont : égalité entre les partenaires, bénéfices mutuels, respect de la souveraineté, utilisation de dons ou de prêts sans intérêt et allègement des charges, renforcement du bénéficiaire, respect des obligations, égalité de traitement entre exports chinois et locaux, concurrencer la politique tiers-mondiste indienne qui avait annoncé le lancement de son programme de coopération économique et technique (ITEC) envers les pays du sud. Quelques réalisations ont été effectuées par Pékin lors de ce premier temps pour marquer son assise diplomatique. La construction d'infrastructures sportives a toujours été un élément important dans la diplomatie économique de Pékin comme en témoigne la construction du stade Amaan au Zanzibar en 1970⁷. C'est le premier projet de stade réalisé par la Chine sur le continent Africain, le premier d'une longue série de « diplomatie des stades », censé étendre l'influence de Pékin.

Le principe du « Win - Win » (bénéfices mutuels)

Le discours Chinois en Afrique n'a pas réellement changé. Pékin affirme toujours, et ceux depuis la période de l'assise diplomatique et idéologique de 1949 à 1971, que ses relations avec le continent sont de prime abord des relations de coopération d'égal à égal entre deux

⁷ Bayo, Ibrahima. 2017. « Diplomatie des stades : la Chine construit son image sur les pelouses ». <https://afrique.latribune.fr/economie/strategies/2017-02-24/diplomatie-des-stades-la-chine-construit-son-image-sur-les-pelouses.html>

amis aux réalités historiques presque identiques. Ces propos sont réitérés à chaque sortie officielle de la RPC à l'endroit du continent Africain. Pékin tient systématiquement à rappeler que les liens qui unissent Chine et Afrique sont forts et que les bénéfices sont partagés réciproquement comme en témoigne les objectifs officiels du FOCAC (Forum sur la Coopération Sino-Africaine), lancé en 2000 à Beijing :

« Engager des consultations sur un pied d'égalité, approfondir la connaissance mutuelle, élargir les consensus, renforcer l'amitié et promouvoir la coopération. »⁸

Depuis plusieurs années maintenant, Pékin n'est plus le petit poucet issu du tiers-monde qui lutte contre un impérialisme Soviétique. Il est plutôt devenu un acteur qui se positionne de plus en plus sur la scène internationale comme étant une grande puissance capable d'influer sur le schéma de l'ordre mondial. Ses prouesses économiques, guidées par ses huit principes d'échanges, font d'elle un acteur majeur et redéfinit les cartes de la coopération avec le continent Africain. Elle passe de la place de septième puissance économique dans le début des années 2000 à la deuxième place en 2019 et va successivement dépasser la France en 2005, le Royaume-Uni en 2006 et le Japon en 2010. Cette croissance est rendue possible notamment par les investissements et les transferts de technologies. Deng Xiaoping va rendre la Chine prospère et puissante et cela grâce à l'accélération de la politique d'ouverture qui a débuté en 1978. La Chine va s'ouvrir au monde sans pour autant que cela impacte ses idéologies politiques, religieuses et culturelles. Cette alliance entre capitalisme économique et ses différents idéaux dont un système politique basée sur le marxisme-léninisme, tire sa force du double projet de modernité économique et de restauration de la grandeur passée de la

⁸ Site officiel du FOCAC, <http://www.focac.org/fra/ltj/4/ltj/>.

civilisation Chinoise comme à l'époque de la Tianxia. La Chine entend augmenter ses échanges commerciaux avec le reste du monde y compris avec l'Afrique ou elle opère dans plusieurs domaines.

De 1972 à 1993

La coopération économique entre Pékin et l'Afrique va prendre une plus grande dimension dans cette deuxième période avec la réalisation de l'un des plus grands projets jamais mis en place en Afrique, celui de la voie ferrée de 1600 kilomètres entre la Tanzanie et la Zambie. Outre cette grande construction, d'autres infrastructures verront également le jour dans cette période notamment le Palais du peuple, siège du parlement de la République démocratique du Congo construit de 1975 à 1979 ; le stade olympique de Nouakchott de Mauritanie en 1983 ; le stade de l'Amitié à Dakar en 1985 ; le stade Amahoro de Kigali au Rwanda en 1986 ; le centre sportif Moi International à Kasarani au Kenya en 1987 ; le stade général Seyni Kountché de Niamey en 1989 ; le stade Anjalay de l'Ile-Maurice en 1990 et le stade national El Hadj Hassan Gouled Aptidon au Djibouti en 1993.⁹ Avec toutes ces constructions, la Chine tire un certain prestige auprès des dirigeants et des populations concernées.

Toutefois, la présence de la RPC en Afrique dans cette période n'était pas très dynamique et cela, non seulement en raison de facteurs externes tels que les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, et de la chute des cours des matières premières, mais aussi et surtout, en raison de

⁹ Bayo, Ibrahima. 2017. « Diplomatie des stades : la Chine construit son image sur les pelouses ». <https://afrique.latribune.fr/economie/strategies/2017-02-24/diplomatie-des-stades-la-chine-construit-son-image-sur-les-pelouses.html>

facteurs internes car la Chine procédait à une série de réformes qui vont mener à l'adoption des quatre modernisations et contribuer à l'ouverture économique du pays et des Zones économiques spéciales (ZES) en 1979. Il y a eu quatre phases de réformes économiques entre 1979 et 1992 selon le chercheur Bruno Cabrillac :

« La première qui couvre la période 1979-1984 est consacrée à la correction de certains excès de la période maoïste : ralentissement de l'investissement, réallocation des ressources en faveur de l'agriculture et de l'industrie légère, réajustement des prix relatifs. Parallèlement et plus fondamentalement, les autorités chinoises mènent à bien la décollectivisation de l'agriculture. La deuxième phase de réforme (1984-1988) [...] La déréglementation des prix, la décentralisation des décisions économiques, le développement d'unités de production non étatiques et l'ouverture du marché intérieur sont accélérés. [...] Dans ce contexte, la troisième phase (1988-1992) est marquée par la suspension des réformes, voire, dans certains domaines, par un retour en arrière, [...] en cohérence avec le durcissement du régime après la répression du mouvement démocratique (Tien an men, 1989). Les réformes reprennent timidement à la fin de l'année 1991, mais la quatrième phase, celle de l'accélération décisive du processus, s'est ouverte par les déclarations de Deng Xiaoping ». ¹⁰

Les réformes liées aux entreprises vont permettre à la Chine de regagner sa place au FMI et à la Banque mondiale (1980), d'intégrer le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) en 1982, et de devenir membre de l'Accord multifibres en 1983.

¹⁰ WINTGENS, Sophie ; AURÉGAN, Xavier (2019) (Éds.) Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine. Enjeux, défis et perspectives, Academia-L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, 324 pages.

De 1994 à 2014

Cette période est très importante dans les relations sino-africaines compte tenu de la dimension dans laquelle les rapports et le volume des échanges entre les deux entités se sont retrouvés. Après la phase des réformes, vient le temps de la mise en application, et la consécration intervient en 2001 lorsque la Chine intègre l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les auteurs Wintgens et Aurégan qualifient cette période de « vingt glorieuses » avec quatre composantes que sont : l'aide au développement, les investissements, les prestations de services et le commerce. La République populaire de Chine est devenue, après la crise économique et financière de 2008-2009, le premier partenaire commercial de l'Afrique en 2009. Les relations bilatérales restent les privilégiés, ce qui fait que :

« Les flux commerciaux sont très hétérogènes d'un pays à l'autre et présentent de profonds déséquilibres. Géographiques tout d'abord, puisque l'Afrique du Sud (24,3 %) et l'Angola (18,2 %) accaparent près de la moitié des échanges (42,5 %) entre 1995 et 2014. Émerge un deuxième groupe d'États africains, composé du Nigeria (6 %), de l'Égypte et du Soudan du Nord (5 %), de l'Algérie (4 %), de la Libye et du Congo Brazzaville (3 %), qui totalise 26 % des importations et exportations chinoises cumulées. Enfin, 47 États africains, dont l'Éthiopie, ne représentent que 31,5 % du commerce sino-africain. Huit États africains concentrent donc 70,9 % du commerce sino-africain. La Chine exportant des articles manufacturés à 92 % et important du pétrole et des minerais à 78 %. Selon Thierry Pairault (2016), les prestations chinoises

en Afrique représentaient en moyenne 35 % du total de celles réalisées à l'échelle internationale entre 2003 et 2014. »¹¹

La décentralisation des politiques économiques et les autres réformes économiques ont permis à la Chine d'accroître ses échanges avec le continent Africain. Selon la base de données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), entre 1995 et 2014, les échanges sino-africains se sont vus multipliés par 53, de 3,8 milliards de dollars à 221 milliards de dollars en 2014. Les recherches de Thierry Pairault démontrent que les prestations chinoises sur le continent Africain représentaient en moyenne 35 % du total des prestations chinoises au niveau international de 2003 à 2014. Selon les rapports du gouvernement Chinois et les plans du Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC), l'aide chinoise accordée à l'Afrique est passée de 5 milliards de dollars en 2000 à 60 milliards de dollars en 2015. La « diplomatie des stades » continuent bien évidemment, avec la rénovation de deux stades au Ghana en 2008, du stade de Bata en Guinée Équatoriale en 2012 ainsi que celui d'Angondjé au Gabon, qui a même été renommé Stade de l'amitié sino-gabonaise.

Pékin va continuer de modeler la structure de sa nouvelle ère, qui va se concrétiser avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013 et un meilleur dynamisme économique.

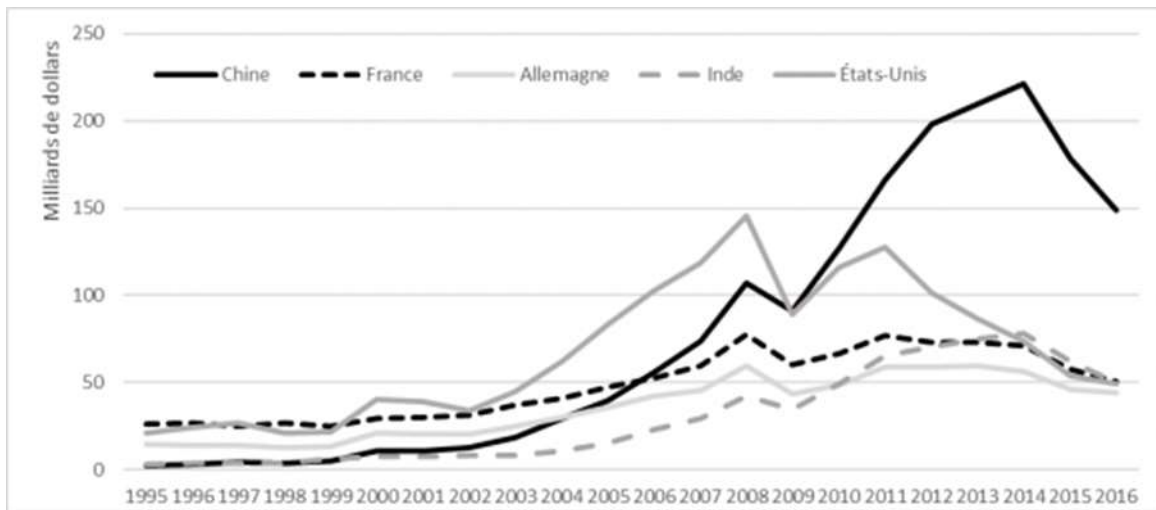
Après 2014

La République populaire de Chine a, après les reformes, une seule priorité, celle de privilégier le développement autocentré incarné par le « rêve chinois » de Xi Jinping. Une nouvelle ère clairement défini par le nouvel homme fort du parti comme étant le « socialisme

¹¹ Ibid.

de la nouvelle ère aux caractéristiques chinoises », dans laquelle l'État s'engage à soutenir les investissements chinois à l'étranger, soutenir les entreprises qui délocalise en Afrique, et en définitif, soutenir la croissance économique endogène. Jusqu'en 2014, les échanges commerciaux sino-africains n'ont cessé d'augmenter, passant de 2,5 milliards de dollars en 1995 à 10,5 milliards en 2000, 39,6 milliards en 2005, 126 milliards en 2010 et finalement 221 milliards en 2014¹². Etonnamment, après 2014, on aperçoit dans le graphique 1 (ci-dessous) que les échanges ont connu une baisse soit 148 milliards de dollars en 2016 due aux chutes du baril de pétrole de 103 dollars en 2014 à 33 dollars en 2016, et à la chute d'autres matières premières.

Graphique 1 : Les échanges commerciaux entre l'Afrique et ses cinq principaux partenaires (1995-2016)

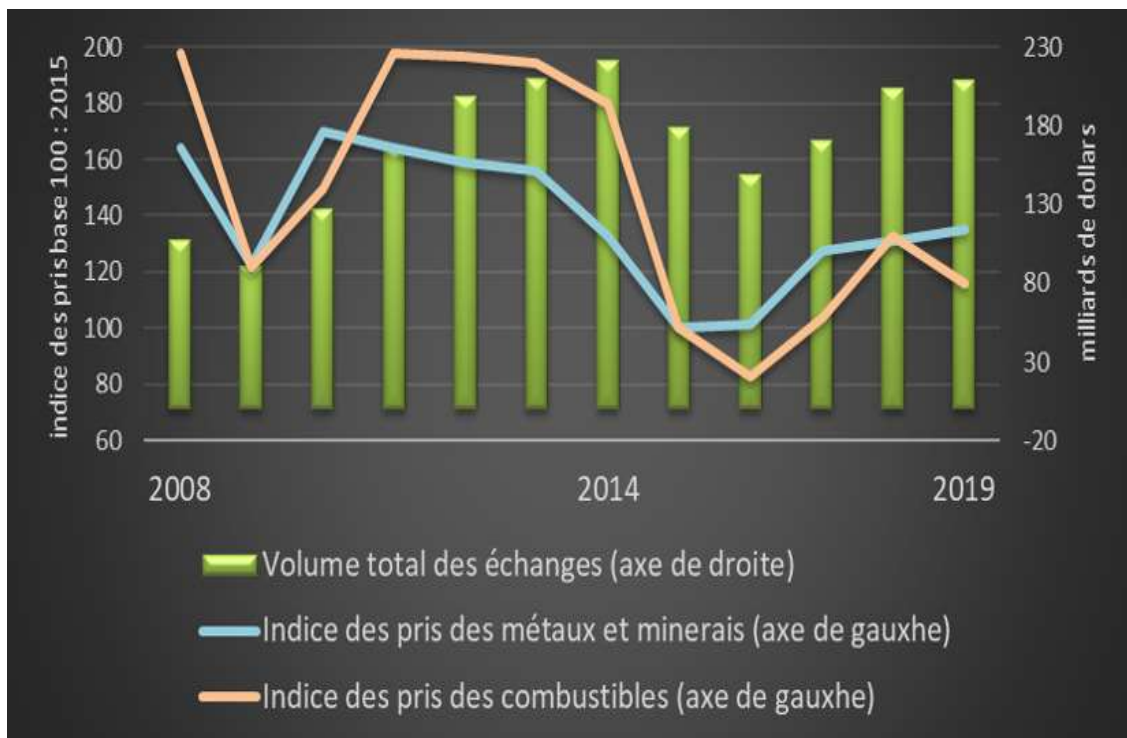


Source : CNUCED, 2017

¹² Ibid.

La Chine va continuer de s'investir dans ses accords bilatéraux avec les États Africains et la valeur des échanges commerciaux va connaître de nouveau une hausse selon le rapport du FOCAC¹³, de 185 milliards de dollars en 2018 à 208,7 milliards de dollars en 2019.

Graphique 2 : Volume des échanges et indices de prix



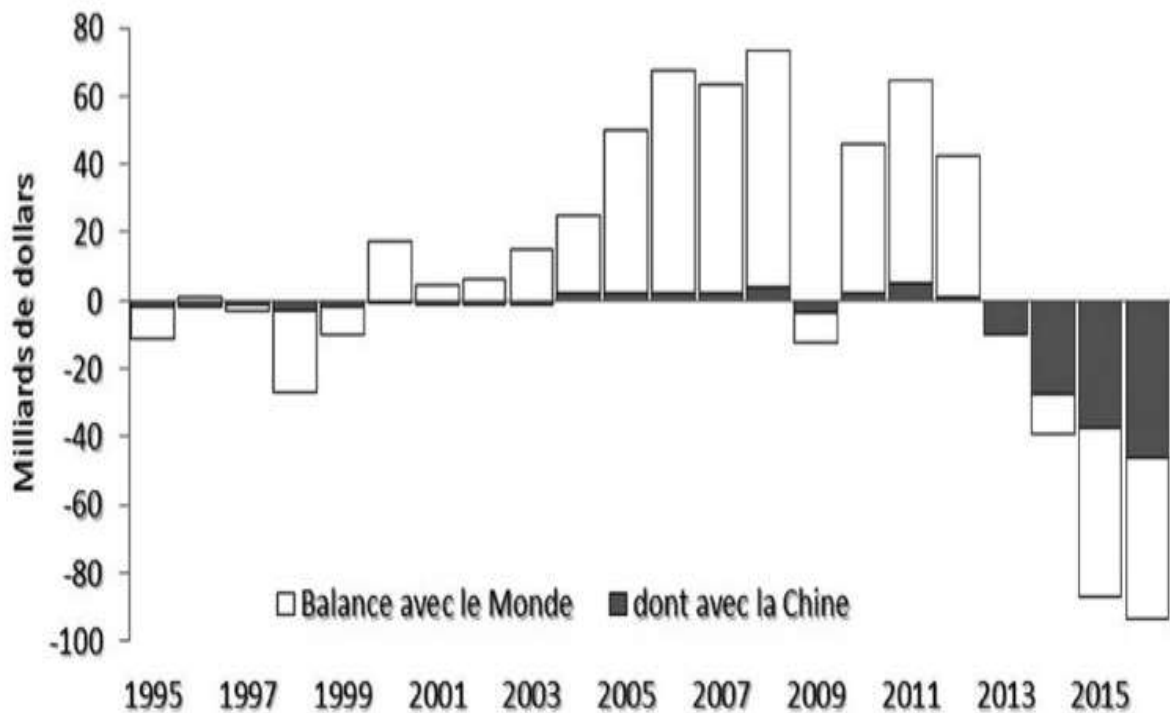
Source : Thierry Pairault, 2020

Ces chiffres, en constante hausse depuis 2018, témoignent de l'engagement ferme de Xi Jinping de faire de l'économie l'un des piliers de la nouvelle ère chinoise. Ils ne feront que progresser avec les ambitions pharaoniques de Pékin notamment avec le projet de « Belt and

¹³ FOCAC. 2021. « La Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Afrique ». http://www.focac.org/fra/zfgx_5/jmhzt1860926.htm

Road Initiative ». Cependant, la balance commerciale qui a toujours été légèrement déficitaire de 1995 à 2010, s'est accru très considérablement depuis 2013 jusqu'à atteindre 46 milliards de dollars en 2016¹⁴ comme en témoigne le graphique 3.

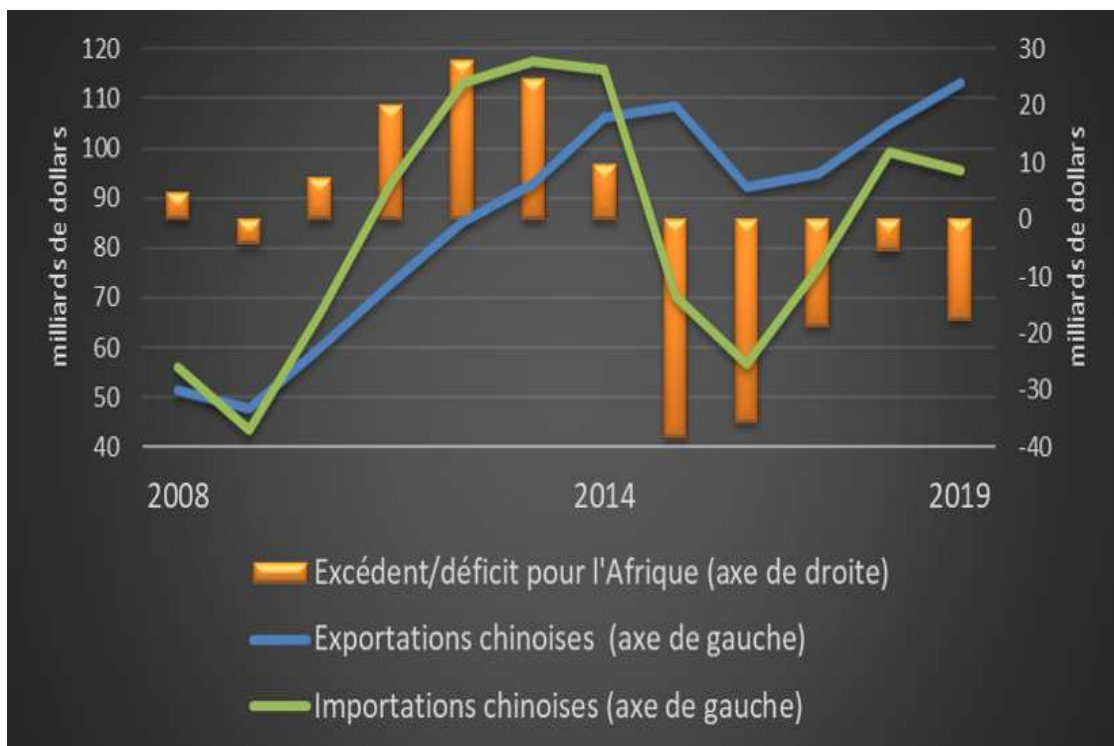
Graphique 3 : Balance commerciale africaine de 1995 à 2016



Source : Wintgens et Aurégan, 2019

Graphique 4 : Excédents et déficits commerciaux de l'Afrique de 2008 à 2019

¹⁴ WINTGENS, Sophie ; AURÉGAN, Xavier (2019) (Éds.) Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine. Enjeux, défis et perspectives, Academia-L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, 324 pages.



Source : Thierry Pairault, 2020

La balance est restée déficitaire pour l’Afrique de 2016 à 2019 selon le graphique 4 avec 5,62 milliards de dollars en 2018, un montant qui va tripler l’année d’après, en 2019, à 17,7 milliards de dollars¹⁵. Cette situation est assez critique pour l’Afrique subsaharienne d’autant plus que, selon les données de la banque mondiale pour 2019¹⁶, elle ne représente que 3,3% des exportations de marchandises de la Chine, ce qui est très peu en termes macroéconomique. Une situation soulève le doute sur la nature des relations économiques sino-africaines censée être du « Win – Win ».

¹⁵ Pairault, Thierry. (2020). « À propos du déficit commercial de l'Afrique avec la Chine ». <https://www.pairault.fr/sinaf/index.php/les-afriques-et-la-chine/liste-des-categories/15-references/1839-a-propos-du-deficit-commercial-de-l-afrique-avec-la-chine>

¹⁶ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/TX.VAL.MRCH.R6.ZS?locations=CN>

La « Belt and Road Initiative » BRI

Le projet de « Nouvelles routes de la soie » est une initiative lancée par le président Xi Jinping qui vise à créer de nouvelles connectivités entre Pékin et le reste du monde. Un projet qui se traduit officiellement sous le nom de « Belt and Road initiative » (BRI). Ce vaste projet de BRI traduit ses ambitions de restauration de sa grandeur passée, sa modernité économique et sa nouvelle vision de devenir la puissance dominante en s'exportant partout dans le monde. Il est basé sur deux grands axes que sont premièrement une ceinture économique qui part de Chongqing, traverse l'Asie centrale et se prolonge vers l'Europe et l'Afrique puis deuxièmement les trois corridors : Pakistanais, Birman et Laotien¹⁷. Il tire son inspiration du « Silk Road » (Route de la soie) qui est un ancien réseau routier qui connectait le monde de l'Est et le monde de l'Ouest. Il était central dans les échanges à caractère économique, culturel, politique et aussi religieux. Dans son discours prononcé à Beijing au « Belt and Road Forum » (BRF) pour la coopération internationale le 14 mai 2017, le président Xi Jinping affirmait :

“History is our best teacher. The glory of the ancient silk routes shows that geographical distance is not insurmountable. If we take the first courageous step towards each other, we can embark on a path leading to friendship, shared development, peace, harmony and a better future.”

“In the autumn of 2013, respectively in Kazakhstan and Indonesia, I proposed the building of the Silk Road Economic Belt and the 21st Century Maritime Silk Road, which I call the Belt and Road Initiative. As a Chinese saying goes, "Peaches and plums do not speak, but they are so attractive that a path is formed below the trees.”

¹⁷ Du Rocher, S. B., de Prisque, E. D., « La Chine e(s)t le monde. Essai sur la sino-mondialisation », Paris, 2019, 295 pages.

*Four years on, over 100 countries and international organizations have supported and got involved in this initiative. Important resolutions passed by the UN General Assembly and Security Council contain reference to it. Thanks to our efforts, the vision of the Belt and Road Initiative is becoming a reality and bearing rich fruit.*¹⁸

Dans ces propos, on voit clairement l'intention de coopération internationale et la volonté de briser les barrières économiques existantes en mettant en place un projet capable de rassembler le monde sous des intérêts communs de paix, d'harmonie et de prospérité économique. Les avantages de la réalisation de ce projet seront énormes. Selon le rapport de la Banque mondiale publié en 2019 dont l'intitulé est « Belt and Road economics, opportunities and risks of transport corridors », les nouvelles routes de la soie vont améliorer les échanges commerciaux, les investissements étrangers et les conditions de vie des habitants des pays participants. Les échanges commerciaux compris entre 1,7% et 6,2% vont augmenter ce qui entraînerait une hausse du revenu réel compris entre 0,7% et 2,9%. Les investissements que généreront ce projet pourraient permettre à l'Afrique de réduire un déficit infrastructurel qui coûte au continent entre 87 milliards et 112 milliards de dollars à chaque année selon les estimations de la Banque Africaine de Développement (BAD)¹⁹. Elle pourrait également favoriser une augmentation du PIB par habitants de 1,7% à 2,6% par an et pourrait sortir 7,6 millions de personnes de la pauvreté extrême et 32 millions de personnes de la pauvreté modérée²⁰,

¹⁸ Discours de Xi Jinping au « Belt and Road Forum » (BRF) le 14 mai 2017 à Beijing

http://www.xinhuanet.com/english/2017-05/14/c_136282982.htm

¹⁹ Nourou, Moutiou. (2019). « La nouvelle route de la soie : quels intérêts pour l'Afrique ? ».

<https://www.agencecofin.com/hebdop3/1502-64013-la-nouvelle-route-de-la-soie-quels-interets-pour-l-afrique#:~:text=des%20entreprises%20africaines.->

[,La%20nouvelle%20route%20de%20la%20soie%20pourrait%20donc%20contribuer%20%C3%A0,l'institution%20de%20Bretton%20Woods.](https://www.agencecofin.com/hebdop3/1502-64013-la-nouvelle-route-de-la-soie-quels-interets-pour-l-afrique#:~:text=des%20entreprises%20africaines.-,La%20nouvelle%20route%20de%20la%20soie%20pourrait%20donc%20contribuer%20%C3%A0,l'institution%20de%20Bretton%20Woods.)

²⁰ Belt and Road economics, opportunities and risks of transport corridors. 2019

<https://www.banquemonde.org/fr/topic/regional-integration/publication/belt-and-road-economics-opportunities-and-risks-of-transport-corridors>

essentiellement pour ceux qui se situe dans les corridors économiques. De grandes constructions ont déjà été lancée notamment au Kenya ou la China Eximbank a financé à prêt de 90% la construction d'une ligne ferroviaire entre les villes de Mombasa et Nairobi. D'après l'ambassadeur de la Chine à Luanda, la valeur des projets d'infrastructures mis en place en Angola par la Chine en 2017 a dépassé les 10 milliards de dollars en 2017 avec notamment 479 km de chemins de fer construit entre 2008 et 2011²¹. Les autorités du Mozambique ont inauguré un pont suspendu au-dessus de la baie de Maputo financé à hauteur de 95% par la RPC pour un cout total de 725 millions²². Des chercheurs se sont penchés sur la question de savoir comment mesurer l'avancement de la BRI mais au vu de la complexité de trouver des mesures adéquates, le chercheur Hong Zhang conclut qu'il faudrait un système de 'comptabilité' plus sophistiqué pour évaluer la BRI et que cela demanderait un effort collectif de tous les chercheurs autours du monde²³. Cependant, le projet avance bien mais comporte d'importants risques liés à la soutenabilité de la dette, à la gouvernance, à l'environnement et même au niveau social.

²¹ You, Tao ; Wang, Zhan. (2014). « ETAT DES LIEUX DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC DE LA CHINE EN AFRIQUE ». 2014/4 N° 117 | pages 103 à 109 ISSN 1250-4165. <https://www.cairn.info/revue-techniques-financieres-et-developpement-2014-4-page-103.htm?contenu=resume>

²² Nourou, Moutiou. (2019). « La nouvelle route de la soie : quels intérêts pour l'Afrique ? ». <https://www.agencecofin.com/hebdop3/1502-64013-la-nouvelle-route-de-la-soie-quels-interets-pour-l-afrique#:~:text=des%20entreprises%20africaines.-,La%20nouvelle%20route%20de%20la%20soie%20pourrait%20donc%20contribuer%20%C3%A0,'institution%20de%20Bretton%20Woods.>

²³ Zhang, Hong. (2021). « Is China's Belt and Road Initiative Slowing Down? ». <https://thepeoplesmap.net/2021/06/21/is-chinas-belt-and-road-initiative-slowing-down/>

Les aléas de la relation économique sino-africaine

La Chine fait l'objet de plusieurs scandales qui font qu'elle perd un peu plus sa crédibilité dans les échanges commerciaux non seulement avec l'Afrique mais aussi avec le reste du monde. Des scandales liés au risque de dépendance des États face à la dette, liés au fait que Pékin crée des infrastructures mais pas vraiment d'emplois car elle fait venir sa propre main d'œuvre, liés aussi au fait que la Chine se met à dos une partie de la communauté internationale notamment à cause du scandale des Ouïghours au sein de son territoire et liés aussi à la qualité des produits exportés par Pékin. L'un des scandales qui retentit le plus sur le continent est lié au risque d'un néocolonialisme vis-à-vis du poids que représente la Chine et la façon dont les échanges sont réalisés. Thierry Pairault, donne quatre points importants sur l'endettement des États en Afrique dans un article publié en 2020 :

« [...] »

- La part des créances bilatérales chinoises dans le stock des dettes à long terme des pays africains subsahariens est d'environ 13 %. [Ici, les créances chinoises sont comparées à l'ensemble des créances qu'elles soient publiques, privées et publiquement garanties, ou privées non garanties].
- La part des créances bilatérales chinoises dans le stock de dettes à long terme des pays africains subsahariens garanties publiquement est d'environ 17 %. [Ici, les créances chinoises sont comparées à la somme des créances publiques augmentées des créances privées et publiquement garanties, donc exclusion faite des créances privées non garanties].
- La part des créances bilatérales chinoises dans le stock de dettes à long terme des pays africains subsahariens dues à des créanciers publics garanties publiquement est

- d'environ 29 %. [Ici, les créances chinoises sont comparées à la somme des créances publiques exclusion faite de toute créance privée garantie ou non].
- La part des créances bilatérales chinoises dans le stock de dettes à long terme bilatérales des pays africains subsahariens dues à des créanciers publics garanties publiquement est d'environ 60 %. [Ici, les créances chinoises sont comparées à la somme des créances publiques bilatérales – de gouvernement à gouvernement – exclusion faite de toute autre forme de créance publique ou privée]. »²⁴

Prenons l'exemple du Djibouti, selon Le Gouriellec, l'endettement externe de ce pays s'élève de 50% du PIB en 2014 à 60% en 2015 et 80% en 2017²⁵. Un endettement du au nombreux investissements Chinois qui risque de plonger le pays dans un crise de dette profonde et dans la dépendance à Pékin. C'est le cas du Zimbabwe également dont la dette externe s'est élevée de 48% en 2013 à 82% du PIB en 2017, et du Mozambique, l'un des pays les plus endetté d'Afrique, dont la dette est passée de 40% du PIB en 2012 à 113% en 2018 selon un article du journal Le Monde²⁶. Le gouverneur de la Banque centrale du Nigéria met en garde ses frères Africains en leur disant de ne pas se laisser bercer par la « vision romantique » du partenariat sino-africain et de faire attention aux conséquences plus profonde de la réalisation des échanges commerciaux²⁷. Dans le même cadre, l'écrivain Algérien Kamel Daoud, dénonce

²⁴ Thierry Pairault, « L'Afrique et sa dette « chinoise » au temps de la covid-19 », *Revue de la régulation* [Online], 29 | 2021, Online since 10 February 2021, connection on 17 July 2021. URL :

<http://journals.openedition.org/regulation/17645> ; DOI : 10.4000/regulation.17645

²⁵ Le Gouriellec, S. (2018). Chine, Éthiopie, Djibouti : un triumvirat pour la Corne de l'Afrique ? / China, Etiopía, Djibouti : ¿un triumvirato para el Cuerno de África? *Études internationales*, 49 (3), 523–546.

<https://doi.org/10.7202/1059934ar>

²⁶ Barbier, Adrien (2018). « Le Mozambique dans l'enfer de la dette ».

https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/12/22/le-mozambique-dans-l-enfer-de-la-dette_5401422_3234.html

²⁷ Bermond, Pierre, Antoine Daubet, et Sylvain Gauthier. « La présence chinoise en Afrique est-elle appelée à durer ? », *Géoéconomie*, vol. 75, no. 3, 2015, pp. 139-158.

l'ampleur des « turpitudes politiques » de la Chine en Algérie²⁸. Il affirme qu'on doit aussi parler de la Chine quand on parle de menaces sur la souveraineté, de colonisation et de complot, pas seulement de l'Occident. Il ne faudrait pas que ces échanges profitent seulement au protagoniste Chinois notamment avec la dette et la dépendance en produits et services mais il faut plutôt comme affirmé par Xi Jinping lui-même, que la résultante de ces relations soit du « Win - Win », profitable à tout le monde.

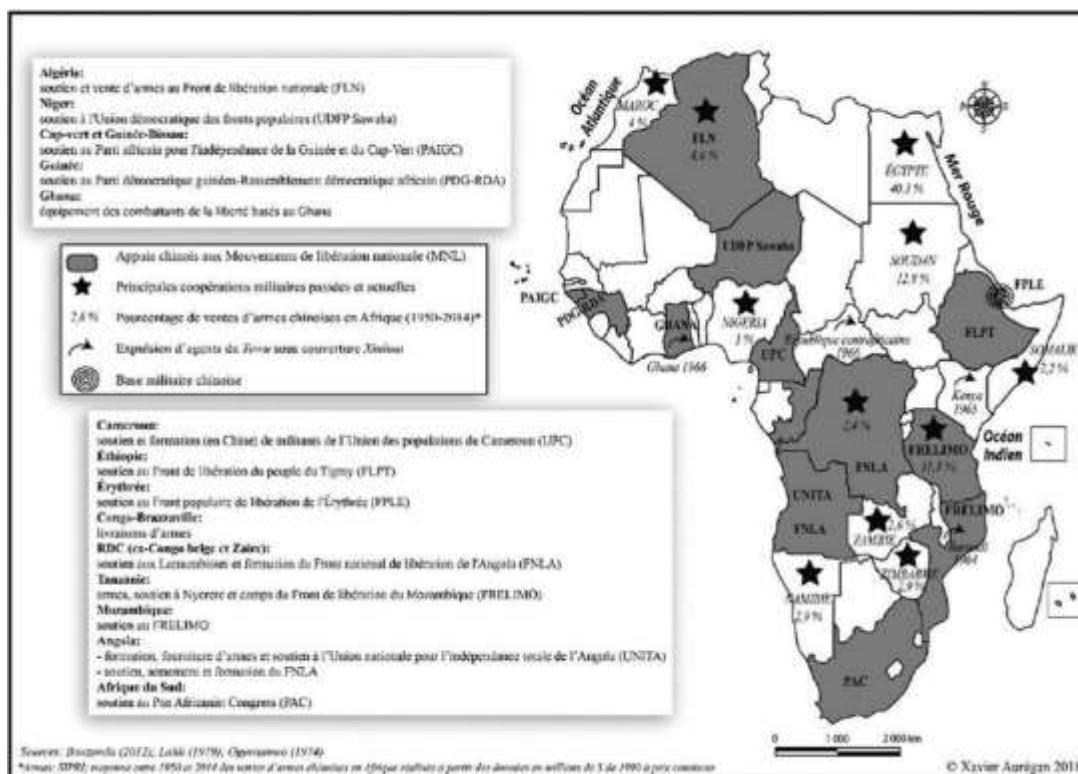
Chapitre 3 : La dimension sécuritaire.

De 1949 à 1971

L'an 1949, naissance de la République populaire de Chine qui, stigmatisé par ses deux révolutions de 1911 et 1927, va s'engager fermement à défendre les États sous domination coloniale en participant principalement à plusieurs mouvements nationaux de libération (MNL) notamment sur le continent Africain. Pékin va en soutenir plusieurs sur le continent comment en témoigne la carte 1.

Carte 1 : Coopération militaire entre la Chine et l'Afrique

²⁸ Du Rocher, S. B., de Prisque, E. D., « La Chine e(s)t le monde. Essai sur la sino-mondialisation », Paris, 2019, 295 pages.



Source : Bouzanda (2012); Laïdi (1979); Ogunsanwo (1974)

Dans l'ensemble, la Chine s'oppose aux MNL et contrairement à la présence des européens et des soviétiques, sa présence se fait essentiellement en fournissant des armes, du matériel, des uniformes et ses services de renseignement à des indépendantistes notamment au Congo-Brazzaville, en Tanzanie, en Angola, en Algérie ou encore en Guinée²⁹. L'intervention se faisait également par la formation de chefs nationalistes comme ce fut le cas avec Jonas Savimbi, le fondateur de l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA). Ce contexte de libération national fait de la sécurité et de la défense l'un des premiers domaines d'intervention et de coopération sur le continent.

²⁹ Aurégan, 2016

Comme mentionné plus haut, ce premier temps de la Chine en Afrique fut une période très décisive pour l'assise diplomatique chinoise dans le monde car on va assister à l'ascension de Pékin comme membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU. Cela fut rendu possible grâce à l'adoption de la résolution 2758 en 1971 par l'Assemblée Générale des Nations unies. Avant 1971, le continent africain fut le terrain d'affrontements diplomatique entre Chine populaire et République de Chine. C'est cette rivalité sino-taïwanaise qui a motivé la Chine populaire à prendre les devants sur le continent Africain avec pour objectif de se faire des alliés fidèles pour accroître son influence sur la scène internationale. Comme on a pu le constater, cette stratégie a été efficace car la Chine populaire, devenu République populaire de Chine, a été reconnu comme seule représentante de la Chine :

« Recognizing that the representatives of the Government of the People's Republic of China are the only lawful representatives of China to the United Nations and that the People's Republic of China is one of the five permanent members of the Security Council. »³⁰

Les États Africain y ont joué un grand rôle en reconnaissant à tour de rôle la RPC comme le seul représentant de la Chine. La République de Chine, aujourd'hui Taïwan, va alors se retrouver dans une situation de précarité diplomatique avec seulement une ambassade à l'Eswatini et aucun soutien de la part des États Africains, après que le Burkina-Faso eut à couper ses relations diplomatiques avec Taïpei en 2018 pour privilégier les rapports avec la RPC. Taïwan a établi des

³⁰ U.N. Resolution 2758 - Oct. 25, 1971. <https://web-archive-2017.ait.org.tw/en/un-res-2758-voted-to-admit-communist-china.html>

relations avec le Somaliland en 2020³¹ mais ce territoire, tout comme Taïwan, n'est pas reconnu par l'ONU en tant que territoire indépendant.

OMP et R2P

Les Opérations de Maintien de la Paix (OMP) sont des missions menées par l'ONU dans le but d'aider les pays en conflits à créer les conditions de retour à la paix durable³². Elles sont guidées par trois principes fondamentaux que sont : le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force sauf en cas de légitime défense ou de défense du mandat. Ces principes sont assurés par les casques bleus, force déployée à cet effet et qui se composent de militaires, de policiers mais aussi de civils, tous provenant de pays différents avec pour objectif de mener à bien leurs missions de protéger les plus vulnérables et de fournir un soutien aux pays en transition. Elle fut réticente au départ vis-à-vis de la Responsabilité de Protégé (R2P) qui est une norme du droit international public adoptée par les états membres de l'ONU et qui stipule selon les articles 138 et 139 du document final du sommet mondial :

138. C'est à chaque État qu'il incombe de protéger ses populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité. Cette responsabilité consiste notamment dans la prévention de ces crimes, y compris l'incitation à les commettre, par les moyens nécessaires et appropriés. Nous l'acceptons et agissons de manière à nous y conformer. La communauté internationale devrait, si nécessaire, encourager et aider les États à s'acquitter de cette

³¹ The Economist. 2020. « Somaliland and Taiwan establish diplomatic ties ». <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/10/03/somaliland-and-taiwan-establish-diplomatic-ties>

³² <https://peacekeeping.un.org/fr>

responsabilité et aider l'Organisation des Nations Unies à mettre en place un dispositif d'alerte rapide.

139. Il incombe également à la communauté internationale, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, de mettre en œuvre les moyens diplomatiques, humanitaires et autres moyens pacifiques appropriés, conformément aux Chapitres VI et VIII de la Charte, afin d'aider à protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité³³.

Pékin ne considère pas réellement le droit international, elle estime que l'Occident utilise son droit comme un droit universel pour justifier ses méthodes impérialistes et hégémoniques partout sur la planète³⁴. Elle a son propre droit basé sur ses propres normes et valeurs qu'elle vise par ailleurs, à exporter dans le monde. On comprend donc pourquoi elle va logiquement se prononcer défavorable contre l'intervention de 2011 en Lybie et contre les sanctions préconisées par le conseil de sécurité envers la Syrie.

Même si la Chine est parfois hostile aux normes Occidentales, elle voit dans les OMP un moyen de soutenir son image en tant que puissance responsable et désireuse de créer un environnement stable, d'améliorer sa réputation qui avait drastiquement chuté auprès de la communauté internationale après les manifestations de la place Tiananmen en 1989 et de renforcer le multilatéralisme, élément central de la politique étrangère Chinoise depuis les années 1990³⁵. Ces arguments sont présentés en premier plan comme motif justificatif de l'implication croissante de la Chine dans les OMP, ce qui vient contredire les suppositions selon lesquelles, l'implication

³³ Document final du Sommet mondial de 2005 <https://undocs.org/fr/a/res/60/1>

³⁴ Du Rocher, S. B., de Prisque, E. D., « La Chine e(s)t le monde. Essai sur la sino-mondialisation », Paris, 2019, 295 pages.

³⁵ Zürcher, Christoph. 2019. « 30 Years of Chinese Peacekeeping » CIPS report (January 2019).

Chinoise dans la sécurité des États Africains serait essentiellement pour des raisons économiques. Toutefois, certains auteurs comme le professeur Zürcher affirme que même si dans une certaine mesure la stabilité du continent Africain favorise le développement économique Chinois et le bon déroulement du projet de route de la soie (BRI), cela n'est effectivement pas la raison principale de la présence militaire Chinoise en Afrique³⁶.

De 1972 à 1993

Cette troisième marque le début de la participation de la Chine dans les Opérations de Maintien de la Paix (OMP) de l'ONU. La quasi-totalité des États sous domination coloniale se sont en partie défait de leurs oppresseurs grâce notamment au soutien offert par la RPC. Depuis la première intervention des casques bleus lors de la crise du canal de Suez en Égypte en 1956, les OMP sont devenues le mode d'intervention par excellence de l'ONU pour réduire les conflits. Pékin, nouveau membre du conseil de sécurité depuis 1971, se doit non seulement de participer à la prise de décision avec son droit de veto, mais également d'intervenir dans la résolution des conflits. Le professeur Christoph Zürcher, va structurer l'évolution de la participation de la Chine dans les OMP en quatre étapes.

- La première étape, de 1981 à 1988, va peu à peu abandonner son opposition idéologique aux OMP et y participer de plus en plus. Elle va approuver certaines missions, de même que s'opposer à certaines, sans pour autant poser son veto et sans également déployer de personnels. Pékin affirme que les OMP doivent exiger le consentement des pays hôtes.

³⁶ Ibid.

- La deuxième étape, de 1989 à 1998, la Chine va voter en faveur de la majorité des missions de maintien de paix et déployer ses premiers contingents en Namibie en 1989 puis d'autres petits contingents militaires dans 6 autres missions. Elle insiste encore sur le fait que les missions devraient avoir l'aval des pays hôte, utiliser une force minimale et respecter la seule autorité de l'ONU pour légitimer les missions.³⁷

De 1994 à 2014

Les deux autres étapes de l'analyse se trouvent dans le troisième temps des relations sino-africaines d'Aurégan et Wintgens entre 1994 et 2014.

- La troisième étape de la Chine dans les OMP, selon le professeur Zürcher, est celle où la Chine va supporter de large missions complexes en République démocratique du Congo (MONUC), en Sierra Leone (UNAMSIL) et au Liberia (UNMIL). A l'exception du contingent au Congo dans lequel il y avait 230 ingénieurs et personnels médicaux, les contingents Chinois étaient plutôt petits et contenaient des observateurs et des officiers de police.
- La quatrième et dernière étape commence en 2004, après l'arrivée au pouvoir de Hu Jintao. Pékin va tripler sa contribution de casques bleus en envoyant un contingent de 600 personnes au Liberia (UNMIL), le plus grand nombre en termes de soldats envoyés parmi les autres membres permanents du conseil de sécurité. Elle va également affirmer de plus en plus sa présence en usant de son influence politique et économique pour faciliter les

³⁷ Zürcher, Christoph. 2019. « 30 Years of Chinese Peacekeeping » CIPS report (January 2019).

efforts de paix notamment au Soudan du sud et au Darfour. En 2009, selon un rapport de l'ONU sur les OMP, Pékin est devenu le plus large contributeur de troupes avec 2,172 personnels contre 1,610 pour la France, 365 pour la Russie, 282 pour le Royaume-Uni et 75 pour les États-Unis.³⁸ Le tableau ci-dessous fait le bilan de la participation Chinoise aux opérations de maintien de la paix de 1990 à 2014.

Tableau 1 : Nombre total de personnels chinois et nombre total de personnels des 4 autres membres du conseil de sécurité de 1990 à 2014

	Personnel total Chinois	Personnel total des 4 autres membres du conseil de sécurité
1990	5	1362
1991	44	1685
1992	488	11713
1993	65	12779
1994	60	11482
1995	45	11452
1996	38	4609
1997	32	2832

³⁸ Ranking of Military and Police Contributions to UN Operations. Month of Report: 31-Dec-09. https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/dec09_2.pdf

1998	35	1862
1999	37	1904
2000	98	2267
2001	129	2300
2002	123	1938
2003	358	1721
2004	1036	1939
2005	1059	1530
2006	1666	2961
2007	1824	2915
2008	2146	2857
2009	2136	2072
2010	2039	2167
2011	1924	2006
2012	1869	1465
2013	2078	1462
2014	2181	1413

Source : <https://peacekeeping.un.org/en/troop-and-police-contributors>

On remarque que la participation Chinoise dans les OMP à très longtemps été inférieure à celle des quatre autres membres du conseil de sécurité avec une très grande marge de différence. C'est en 2009 que la Chine a dépassé pour la première fois l'ensemble des autres membres comme on peut le constater. 2136 casques bleus dont 444 au Soudan dans le cadre de la Mission des Nations Unies au Soudan (UNMIS), 564 au Liberia dans le cadre de la Mission des Nation Unies au Liberia (UNMIL) et 322 au Darfour dans le cadre de la Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (UNAMID)³⁹. Cette tendance va devenir constante à partir de 2013, année de l'arrivé au pouvoir du nouveau régime.

Depuis 2014

Pékin va appliquer une véritable politique sécuritaire en Afrique qu'elle n'avait jamais fait auparavant.

Tableau 2 : Nombre de personnels chinois et nombre de personnels des 4 autres membres du conseil de sécurité de 2015 à 2021

	Chine	France	Royaume - Uni	Russie	États - Unis
2015	3045	934	290	80	80
2016	2630	872	345	105	72
2017	2644	816	679	80	55

³⁹<https://peacekeeping.un.org/en/troop-and-police-contributors>

2018	2515	729	618	65	51
2019	2545	730	579	80	31
2020	2520	717	540	68	30
2021	2471	622	550	71	31
Total	18370	5420	3601	549	350

Source : <https://peacekeeping.un.org/en/troop-and-police-contributors>

Avec une contribution à hauteur de 18,370 personnes de 2015 à 2021, la Chine est le pays dans le conseil permanent de sécurité qui fournit le plus de personnels et la très grande majorité d'entre eux se trouvant en Afrique. Concernant les quatre autres membres permanents, la France a contribué de 2015 à 2021 avec 5,420 personnes, le Royaume-Uni 3,601, la Fédération de Russie 549 et les États-Unis 350⁴⁰. Un total de 9,920 membres du personnel pour les autres pays du conseil de sécurité, largement inférieur à la seule participation Chinoise dans la même période. 2015 fut l'année où la participation chinoise a été la plus grande de son histoire avec un nombre total de 3,045 parmi les 100,000 personnels servant dans les 18 missions de maintien de la paix en cours la même année, dont 2,838 se retrouvaient en Afrique. Ce n'est pas tout, en termes de financement aussi, Pékin est un contribuable majoritaire. Elle finance, pour la période 2020-2021, 15,21% du budget de l'ONU pour le maintien de la paix et est le deuxième plus grand contributeur parmi tous les États membres⁴¹. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013 :

- Les ventes chinoises en Afrique ont augmenté de 55%.

⁴⁰ [Ibid.](#)

⁴¹ Site des Nations Unies. « Comment sommes-nous financés ». <https://peacekeeping.un.org/fr/how-we-are-funded>

- 1/3 de l'armement que l'Afrique importe provient de Chine et selon le « Stockholm international peace research institute », la part de marché chinoise est de 17% et devance celle des États-Unis qui est de 11%.⁴²
- Pékin a augmenté son budget militaire de 12% en 2014 soit de 95,9 milliards d'euros.⁴³

L'expression la plus forte de cette politique sécuritaire sur le continent est sans aucun doute la réalisation de sa toute première base militaire outre-mer au Djibouti. La Chine y a investi près de 12 milliards d'euros depuis 2009.⁴⁴

La première base militaire outre-mer

La Chine a, en 2017, installé sa toute première base militaire outre-mer en Afrique plus précisément au Djibouti. C'est un pays situé sur la corne du continent, au nord-ouest de l'Océan Indien, à une entrée de la mer Rouge, et qui donne accès au canal de Suez. Il est idéalement situé car il représente une voie d'accès à certaines des voies maritimes les plus fréquentées du monde. Pékin estime que la position de Djibouti est stratégique pour réapprovisionner les missions des opérations de maintien de paix et les missions humanitaires. Cette base témoigne de l'engagement de Pékin pour le maintien de la paix et la stabilité sur le continent. La

⁴² Férus Patrice, 2019. « La présence militaire de la Chine en Afrique en 5 chiffres-clés ». <https://information.tv5monde.com/afrique/la-presence-militaire-de-la-chine-en-afrique-en-5-chiffres-cles-311476>

⁴³ Le Monde. 2014. « La hausse des dépenses militaires en Chine préoccupe le Japon » https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2014/03/05/la-hausse-des-depenses-militaires-en-chine-preoccupe-le-japon_4377652_3216.html

⁴⁴ Férus Patrice, 2019. « La présence militaire de la Chine en Afrique en 5 chiffres-clés ». <https://information.tv5monde.com/afrique/la-presence-militaire-de-la-chine-en-afrique-en-5-chiffres-cles-311476>

possibilité pour elle de pouvoir directement jouer un rôle majeur à cet effet est une opportunité qu'elle va s'empresser de saisir.

Cependant, lors de l'installation de cette base militaire en Afrique, se tenait dans le même temps la mise en place de zones économiques spéciales dans les pays d'Afrique de l'Est notamment au Djibouti, avec la construction d'une zone franche de 48 km² près du nouveau port polyvalent de Doraleh et de la zone franche dédiée à l'industrie lourde à Damerjog sur la route vers le Somaliland⁴⁵. Ces zones voient naître d'importantes infrastructures et c'est la Chine qui s'en occupe. En effet, comme nous l'avons mentionné plus haut, les exportations de la Chine vers le continent Africain sont en majorité des biens d'équipements et des biens intermédiaires qui servent à la construction d'infrastructures. De ce fait, Pékin bénéficie des plus grandes parts de marchés, améliore les échanges commerciaux avec les pays et développe son économie ainsi que celle des pays bénéficiaires.

Chapitre 4 : “Soft power” ou “Sharp power” ?

Le « soft power Chinois »

Pékin mise sur son image pour ses ambitions internationales, ainsi, pour obtenir cette image favorable, le « Soft Power », introduit par Joseph Nye, s'avère être un outil assez efficace. Les auteurs Du Rocher et De Prisque nous font savoir que les dirigeants Chinois

⁴⁵ Le Gouriellec, Sonia. « Chine, Éthiopie, Djibouti : un triumvirat pour la Corne de l'Afrique ? / China, Etiopía, Djibouti: ¿un triunvirato para el Cuerno de África? » *Études internationales*, volume 49, numéro 3, automne 2018, p. 523–546. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.7202/1059934ar>

visent principalement deux choses : tout d'abord, diriger la « Nouvelle Chine », celle qui après la guerre civile tend vers une modernité dont l'économie et certaines valeurs sont imprimées des nations les plus avancées, mais aussi et surtout, restaurer la grandeur passée de la civilisation chinoise, comme à l'époque de la Tianxia, quand l'empereur régnait sur « tout ce qui était sous le ciel ».⁴⁶ La Chine a, jusqu'au milieu du 19^e siècle, toujours vécu sous ce modèle malgré les traités de Westphalie en 1648 et malgré le fait que ce modèle traditionnel n'ait pas toujours été accepté par les élites chinoises notamment les nationalistes de Kouo-Min-Tang et les communistes. Ce sont les pressions de l'Occident qui ont fait qu'on pourrait aujourd'hui croire que la Chine est devenue un pays parmi tant d'autres, étant donné que la modernité socialiste, le traité de Nerchinsk en 1689 et l'ouverture capitaliste de 1978 l'ont transformé. L'objectif du PCC, venu au pouvoir après la guerre, est donc d'allier à cette modernisation, la grandeur de la civilisation Chinoise. Les relations avec le monde vont changer à cet effet, elles ne seront plus de l'ordre de conflits de domination ou de division comme sous Mao mais plutôt de partenariats et d'influence car on veut un système plus juste et équitable qui remplace l'intérêt égoïste des nations. La Chine proclame avoir de bonnes intentions; la paix qu'elle dit rechercher d'où son implication croissante dans les OMP et son passé assez similaire à celui des États Africains, permettent de lui accorder le bénéfice du doute.

⁴⁶ Du Rocher, S. B., de Prisque, E. D., « La Chine e(s)t le monde. Essai sur la sino-mondialisation », Paris, 2019, 295 pages.

De 1949 à 1971

Période la plus importante, là où la République populaire de Chine a réalisé de grands coups diplomatiques. Elle a réussi à se faire une image de défenseur des opprimés à travers son idéologie politique et sa diplomatie anticoloniale à l'endroit des États Africains. Cette image lui a valu le soutien de la majorité des pays de dit continent et a facilité son insertion dans le jeu international, notamment en 1971 avec la résolution 2758. Hormis l'influence idéologique avec la formation de chefs nationalistes et de certaines armées, l'influence culturelle de Pékin en Afrique était très faible voir quasi-inexistant. Aucun centre culturel, très peu d'influence sur le mode de vie des nations Africaines et faible présence de Chinois à l'étranger. Les relations sino-africaines à cette époque Maoïste était beaucoup plus de l'ordre du conflit idéologique que de l'influence culturelle.

De 1972 à 1993

Les moyens limités de Pékin ainsi qu'une idéologie vacillante et une stratégie qui manque de clarté, rendent très difficile l'exploitation de la reconnaissance internationale que la Chine a obtenue en 1971. En effet, le modèle proposé par la RPC est un échec parce que les modes de fonctionnement étaient similaires à ceux qu'ont utilisé les camps occidental et soviétique. Cet échec va se traduire par un retrait du continent Africain et une présence encore plus faible.

De 1994 à 2014

C'est dans cette période que le « soft power » de la Chine en Afrique va réellement prendre forme car les toutes premières discussions sur ce sujet ont eu lieu autour des années 90 et 2000, selon les auteurs Wintgens et Aurégan. Après l'introduction du concept de « soft power » par

Joseph Nye, les premiers débats dans les années 90 étaient orientés vers la manière de pouvoir traduire le concept en Chinois. Ensuite, une deuxième phase de débat dans les années 2000 orientés cette fois-ci sur une réflexion plus générale sur la signification du concept et comment pouvoir l'inscrire dans l'histoire. Les experts chinois ont justement constaté que la Chine perdait de l'influence et ont commencé à s'interroger de plus en plus sur la manière de pouvoir renverser la tendance. Zhang Yongpeng, chercheur à l'académie des sciences sociales de Chine, va affirmer que la Chine doit urgemment développer une nouvelle stratégie en Afrique parce que le continent est devenu une cible majeure du soft power américain. Barthélémy Courmont affirme que selon les discours officiel, l'objectif du soft power chinois en Afrique était double⁴⁷ :

- Tout d'abord, utiliser cette stratégie pour faire de la RPC une puissance complète doté de tous les attributs. Elle veut ajouter au « hard power », avec sa présence militaire de plus en plus croissante sur le continent, le « soft power », un instrument de pouvoir plus persuasif.
- Ensuite, la stratégie du soft power permettrait de mettre en place « un ensemble d'environnements favorables » à la montée en puissance de la Chine : un environnement international et régionale stable et pacifique ; un environnement coopératif basé sur le principe du Win - Win (bénéfices mutuels) ; un environnement médiatique objectif et amical.

C'est dans cette optique qu'elle partage sa culture au monde à travers le développement de plusieurs centres Confucius principalement en Afrique. Ces instituts publics à but non lucratif sont chargées de propager la culture Chinoise notamment par l'entremise de l'enseignement de la langue. Le premier centre Confucius en Afrique a été construit au Kenya en 2005, dans la capitale

⁴⁷ Courmont, B. (2012). Le soft power chinois : entre stratégie d'influence et affirmation de puissance. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 43, 287-309. <https://doi.org/10.4074/S0338059912001118>

nationale Nairobi⁴⁸. Selon les données actuelles, il existe 65 instituts Confucius dans 43 pays africains notamment 6 en Afrique du Sud et 3 au Maroc. En plus de cela, le Chinois est enseigné comme deuxième langue étrangère obligatoire dans certains pays comme en Zambie et de nombreux étudiants ont reçu une bourse pour étudier en Chine, 1,600 en 2003 contre plus de 80,000 aujourd'hui.⁴⁹

Toutefois, contrairement à l'idée généralement répandue qui fait de la culture l'instrument principal du soft power Chinois. Plusieurs chercheurs affirment que la culture n'est pas l'élément principale et qu'il faudrait plutôt privilégier d'autres sources, de sorte à différencier le « soft power Chinois » du « soft power Américain ». Un tableau récapitulatif des différences sources du « soft power Chinois » en Afrique a été réalisé par les chercheurs Aurégan et Wintgens pour résumer les débats autour de cette stratégie :

Tableau 3 : Tableau récapitulatif des débats académiques sur le Soft Power chinois en Afrique.

Sources du Soft Power chinois en Afrique	Considérations	Positions parmi les chercheurs chinois
Influence culturelle chinoise 文化影响力 <i>wenhua yingxiangli</i>	La culture chinoise est autant un atout des relations sino-africaines, qu'un point faible de la stratégie chinoise en Afrique	1. L'influence culturelle n'est qu'une des sources du <i>Soft Power</i> chinois en Afrique, et non pas l'élément principal (<i>core</i>) 2. La culture n'est pas un instrument ou une source du <i>Soft Power</i> (Li Anshan)
Système de valeurs 政治价值观 <i>zhengzhi jiazhi guan</i>	En dépit d'un « <i>background</i> historique similaire » et des « mêmes problèmes de développement », entre la Chine et l'Afrique, il y a un « <i>value issue</i> »	1. Insistance sur la relativité de l'idéologie plutôt que sur l'universalité des valeurs et du système socio-politique chinois 2. Efficacité de la combinaison du système politique chinois et de l'économie de marché s'opposant à l'idéalisme « inefficace » de l'Occident
Attractivité du modèle de développement chinois 发展模式 <i>fazhan moshi</i>	Le modèle de développement chinois est la clé du <i>Soft Power</i> chinois en Afrique	Le modèle de développement chinois est compétitif

Source : Tableau réalisé par Wintgens et Aurégan sur la base des informations collectées dans les articles analysés.

⁴⁸ Bankuwiha, Etienne. (2020). « LE ROLE DE L'INSTITUT CONFUCIUS EN AFRIQUE : PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS SINO-AFRICAINES. ».

⁴⁹ Dr. Kavas, Ahmet. (2020). « Le sort des Instituts Confucius dans le contexte de la Covid-19 ».

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/le-sort-des-instituts-confucius-dans-le-contexte-de-la-covid-19/1840031>

On retrouve trois sources dans ce récapitulatif : la culture, non pas comme un instrument primordial mais plutôt comme un élément « passif » ; le système de valeurs avec la majorité des intellectuels Africains formés selon les valeurs de la démocratie ; et le modèle de développement Chinois qui est l'un des éléments majeurs. Ce dernier élément explique pourquoi la Chine mise beaucoup sur ses réalisations économiques ainsi que ses principes de paix et de non-ingérence car l'objectif est d'attirer les États Africains en leur offrant un modèle de développement qui diffère de celui de l'Occident. Cette stratégie va parfaitement s'inscrire dans la stratégie diplomatique de Xi Jinping lors de son arrivé au pouvoir.

Pékin utilise donc le « soft power » pour obtenir ce qu'elle souhaite par l'attraction plutôt que par la coercition. Cela a bien fonctionné pour les États-Unis d'Amérique qui ont réussi, pendant la guerre froide et même après, à vendre leur mode de vie, leur idéologie et surtout leur culture au monde entier à travers la musique, le cinéma, la mode, le sport, et bien d'autres. Cependant, malgré la stratégie de la RPC de se différencier du soft power Américain en misant sur son modèle de développement, la RPC n'arrive toujours pas à propager efficacement ses idéaux en raison des racines bien implantées de la démocratie et du « rêve américain ».

Depuis 2014

Du Soft au Sharp Power

L'index de Portland définit le « Soft Power » en six sous-indices que sont :

- Le sous-indice composé d'une variété de critères pour évaluer l'attrait créé par la culture d'un pays et basé sur sa capacité à promouvoir des valeurs universelles auxquelles d'autres nations peuvent facilement s'identifier.

- Le sous-indice éducation, évalué en fonction de la capacité d'un État à promouvoir des programmes d'échange d'étudiants, à attirer des étudiants étrangers et à contribuer à la recherche universitaire.
- Le sous-indice d'engagement, mesuré par les ressources diplomatiques du pays, son empreinte mondiale, ainsi que sa contribution et son implication au sein de la communauté internationale.
- Le sous-indice des entreprises, visant à saisir l'attractivité relative du modèle économique d'un pays en termes de compétitivité, de capacité d'innovation et de capacité à favoriser l'entreprise et le commerce.
- Le sous-indice numérique, visant à évaluer le niveau d'adaptation du pays à la technologie et son utilisation de la diplomatie numérique via les plateformes de médias sociaux.
- Le sous-indice gouvernemental, évaluant le soft power émanant des institutions publiques de l'État, les valeurs politiques qu'elles accordent et les résultats de leurs politiques publiques.⁵⁰

Selon ces indices, on comprend pourquoi il est assez difficile pour les pays comme la Chine de réussir l'implantation de leur idéologie et de leur culture dans le reste du monde. D'autant plus que Pékin n'a pas vraiment une bonne image internationale avec le scandale de Huawei, la situation des Ouïghours, les tensions en mer de Chine méridionale, les tensions avec les États-Unis. Toutefois, plusieurs études notamment celle Vincent Keating, démontre qu'il y a une certaine attractivité pour les valeurs conservatrices et autoritaires.⁵¹ Cette étude est surtout

⁵⁰ Portland, *The Soft Power 30: A Global Ranking of Soft Power 2019*, USC Center on Public Diplomacy, (Portland 2019), 28.

⁵¹ Keating, "Conservative soft power", (*J Int Relat Dev* 22, 2019), 1; Michael Barr, Valentina Feklyunina, and Sabrina Theys: *Introduction: The Soft Power of Hard States*, Politics VOL35, (Political Studies Association 2015), 213.

vraie dans les pays en développement dont l’Afrique, où il y a des critiques virulentes et un désintérêt de plus en plus grand pour le mode de développement proposé par l’occident. Pour donc appuyer sur ce fait là et créer encore plus de désengouement pour l’occident, Pékin utilise une stratégie encore plus précise et pointilleuse pour modifier l’ordre existant en sa faveur. Il s’agit du « Sharp Power », introduit dans les discours des chercheurs en 2017 et définit dans les études de Joseph Nye, Cardinal et Walker comme :

« Des initiatives dans les sphères des médias, de la culture, des groupes de cœur et esprit – il est plutôt renforcé par la distraction, la distorsion consciente des faits et la manipulation à un degré si trompeur qu’il détruit l’action volontaire du sujet. Tout comme le soft power, en influençant les domaines d’influence tels que la culture, les universités, les médias et l’édition d’autres pays, ils influencent la façon dont les citoyens des sociétés démocratiques comprennent le monde qui les entoure et leurs relations les uns avec les autres. »⁵².

On a vu dans le chapitre sur la dimension sécuritaire comment la Chine dépeint négativement le droit international en affirmant que l’occident s’en sert pour justifier ses méthodes impérialistes. Elle a aussi procédé à l’ouverture de la première station de la télévision nationale Chinoise à Nairobi, détenu à 100% par l’État Chinois. Celle-ci est censé contrôler une partie de l’information dans le pays et accentuer la propagande chinoise. Plusieurs autres actions de propagande notamment la censure d’un journaliste Sud-Africain du nom de Cédric Alviani s’est vu interdire la publication de son article sur la répression des Ouighours dans « Independant Media », le deuxième plus grand groupe d’information sud-africain détenu à

⁵² Pelletier-Viel, Noémie. (2021). “FROM SOFT TO SHARP – A CASE STUDY ON CHINA’S AUTHORITARIAN INFLUENCE”.

20% par le Fonds de Développement Chine-Afrique (CAD Fund) et la société de diffusion China International Television Corporation (CITVC).⁵³ En Namibie, l'ambassadeur Chinois Zhang Yiming a publiquement demandé au président Hage Geingob de manifester plus d'enthousiasme vis-à-vis de Pékin et d'affirmer son soutien politique fort. Plusieurs autres censures et également l'interdiction de l'universitaire Anthony Ross de fouler le sol Chinois car ses cours sur les problèmes à Taiwan, au Tibet, sont jugés trop critiques.⁵⁴

La Chine dispose désormais d'une nouvelle arme diplomatique en la présence du « Sharp Power », qui remet largement en cause la question de la nature réelle des relations qu'elle entretient avec le continent Africain car il est difficile d'expliquer comment une relation « Win - Win » peut être aussi unilatéralement contrôlée.

Vers la fin du « soft power chinois » ?

Dans les trois ressources du « soft power chinois », l'élément central reste le modèle de développement. De ce fait, tant et aussi longtemps que Pékin sera économiquement, politiquement, idéologiquement, sécuritairement, même intellectuellement impliquée en Afrique et que leurs modes de fonctionnement sera différent de celui proposé par l'occident, son influence douce y sera toujours présente. Pékin continue également sa diplomatie des stades avec plusieurs nouvelles constructions dont le stade olympique Ebimpé à Abidjan, Côte d'Ivoire, et la prise en charge de la

⁵³ Le Belzic, Sébastien. (2018). « La volonté chinoise de censurer les opinions critiques en Afrique a de quoi inquiéter ». LeMonde.fr https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/10/29/la-volonte-chinoise-de-censurer-les-opinions-critiques-en-afrique-a-de-quoi-inquieter_5376205_3212.html

⁵⁴ *Ibid.*

construction des stades de Korhogo dans le nord du pays et de San Pedro dans le sud-ouest, pour environ 200 millions d'euros⁵⁵.

Le fait de ne pas miser en grande partie sur l'aspect culturel comme l'instrument principal de sa politique de persuasion est assez audacieux car le jumelage entre « soft power » et « culture » se fait automatiquement. On sait que le succès retentissant du soft power américain lui vient de sa « pop culture », de McDonald à Ford, en passant par Hollywood, le basketball avec la National Basketball Association (NBA), Nike et bien d'autres. C'est cette culture qui a séduit les habitants de l'Allemagne de l'Est, sous domination du bloc soviétique, pour qu'ils délaissent le mode de vie communiste afin de se rendre en Allemagne de l'ouest, sous domination franco-américano-britannique, là où la vie était plus belle. La bonne stratégie du soft power américain a contribué à la perte d'influence de l'URSS jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1991. La Chine ne dispose certes pas d'une « pop culture » aussi forte, mais elle peut certainement miser sur sa « haute culture » (high culture), avec ses arts, ses philosophes et ses traditions ancestrales. Même si cette culture a des traits plus intellectuels, plus fermés, la Chine pourrait les exploiter davantage car Joseph Nye rappelle que la plupart des pays Européens ont construit leur reconnaissance internationale sur cette culture⁵⁶, notamment la France avec ses écrivains, ses musiciens et sa langue, la Grèce avec ses philosophes, Rome (l'Italie) avec ses artistes.

⁵⁵ Tilouine, Joan. (2021). « Par la « diplomatie des stades », la Chine étend son influence en Afrique ». LeMonde.fr https://www.lemonde.fr/sport/article/2021/04/26/comment-la-chine-etend-son-influence-en-afrique-grace-a-la-diplomatie-des-stades_6078112_3242.html

⁵⁶ Picciau, Kevin. (2019). « Culture et « soft power » », Dans Bound to Lead (1990), Joseph Nye devinait que la puissance d'un pays pouvait reposer sur des éléments moins tangibles que les armes ou les finances. Vingt ans plus tard, tous les éléments de la théorie de Joe Nye sont posés dans le texte de Soft Power. <https://larevuedesmedias.ina.fr/culture-et-soft-power>

Chapitre 5 : Une mondialisation à la Chinoise.

Le principe de non-ingérence et les relations bilatérales

Le principe de non-ingérence est leitmotif de la politique diplomatique de la Chine en Afrique depuis la première phase des relations de 1949 à 1971. L'historique anti-impérial des deux acteurs a forcé l'approche de Pékin vis-à-vis de ses partenaires sur le continent Africain. En effet, la diplomatie internationale de la RPC se veut différente de celle que le continent Africain connaît déjà, dans l'intérêt de légitimer le modèle de développement alternatif qu'elle propose et de respecter la souveraineté de ses partenaires africains.

« Ce principe de non-ingérence fut pour la première fois proposé comme une orientation de la diplomatie chinoise en 1953, lors d'une rencontre entre une délégation gouvernementale indienne et le Premier ministre Zhou Enlai, pour trouver une solution aux querelles territoriales entre les deux pays. La Chine avança alors cinq principes pour la coopération pacifique entre les États, dont le troisième est la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui. L'Inde et la Birmanie de l'époque acceptèrent ces cinq principes, et les trois pays firent une déclaration commune. Depuis, la non-ingérence est devenue un principe intangible dans les relations internationales [...] Le principe de non-ingérence a accompagné depuis près d'un demi-siècle une diplomatie chinoise très passive, que les experts chinois eux-mêmes qualifiaient de « diplomatie de réaction ». »⁵⁷

⁵⁷ Ruolin, Zheng. (2007). « LA CHINE ET SA NOUVELLE STRATÉGIE GLOBALE », pages 143 à 150. <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2007-3-page-143.htm>

De cette politique de non-ingérence, naît le « consensus de Beijing » que crée Joshua Cooper Ramo en 2004, par opposition au « consensus de Washington », qui est l'expression de la politique diplomatique de « Soft Power » de la Chine et qui implique un strict respect de la souveraineté africaine et une approche non interventionniste des problèmes internes. En bref, des prêts et des infrastructures sans aucune contrainte politique sur la démocratie, la transparence ou les droits de l'homme.⁵⁸ Pour rester dans sa ligne de conduite, Pékin privilégie l'adoption de relations bilatérales avec les différents États Africains avec qui elle traite, même s'il existe des forum Chine-Afrique FOCAC, et des projets comme la BRI qui relie plusieurs États, la relation qu'entretien Pékin avec ses partenaires est très bilatérale avec la création de plusieurs zones économiques spéciales et des rapports directs entre dirigeants Chinois et dirigeants d'un État particulier⁵⁹. Cette relation diffère de celle adoptée par l'Union Européenne, et témoigne une fois de plus de la volonté de la RPC de se différencier des approches traditionnelles occidentales.

Les similitudes

Le comportement de la Chine envers l'Afrique peut sembler unique, toutefois, il est assez similaire au mode de coopération qu'utilise Pékin avec les autres pays du sud en Amérique Latine. Cette dimension globale de la stratégie de la Chine dans ses relations extérieures montre que les efforts croissants de Pékin sur le continent Africain font partie d'un

⁵⁸ Wang, Huiyao, active 2019, editor.; Miao, Lu, active 2019, editor.; Edward Elgar Publishing, publisher. 2019. "Handbook on china and globalization.

⁵⁹ Mthembu, Philani, editor.; Maberu, Faith, editor. 2021. « Africa-China cooperation : towards an African policy on China? ».

schéma pour l'avènement d'un nouvel ordre international. En effet, il existe plusieurs similitudes entre les relations Chine-Afrique et Chine-Amérique Latine que sont entre autres :

- Des relations économiques jugées « Win - Win » à travers l'importation de matières premières, l'exportation de produits manufacturés, le développement de zones économiques spéciales, tout cela sous le principe de solidarité sud-sud, mais qui se traduit en réalité par une interdépendance économique de plus en plus asymétrique.
- L'utilisation de la puissance douce « Soft Power » et de la puissance pointilleuse « Sharp Power » par l'entremise d'une quarantaine de centres Confucius dans des pays comme le Brésil, l'Argentine et le Chili. La fourniture de services en espagnol et portugais de la chaîne CCTV (China Central Television) sur le continent Latino-Américain pour rehausser son image par la propagande. Puis, dans son schéma stratégique, la mise en place d'une politique économique favorable aux États des deux continents pour leur offrir une alternative au modèle occidental.
- Le recours aux organisations internationales et la mise en place de forum de coopération tel que la Chine-CELAC (Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes) en 2015 tout en privilégiant les relations bilatérales.
- L'envoi de plus en plus d'attachés militaires dans la région ainsi que de nombreux officiers latino-américains participant à des formations dans les académies chinoises.⁶⁰

⁶⁰ WINTGENS, Sophie ; AURÉGAN, Xavier (2019) (Éds.) Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine. Enjeux, défis et perspectives, Academia-L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, 324 pages.

Concernant la présence militaire de la Chine en ALC, il est vrai que la Chine y est moins impliquée qu'en Afrique, non seulement en raison d'un plus grand nombre de personnel des casques bleus déployés sur le sol Africain, mais aussi avec l'existence de sa seule base militaire outre-mer situé sur la corne de l'Afrique. Hormis cela, toutes les autres variables sont similaires et la stratégie utilisée est la même.

Conclusion

Les relations sino-africaines, historiquement idéologico-politique entre 1949 et 1971, sont de nos jours, redéfini par l'émergence de nouveaux enjeux autres que les questions anti-impérialistes. La stratégie de Pékin sous l'ère coloniale était d'utiliser son passé anti-impériale pour se faire des alliés sûrs qui allaient l'aider à assoir son idéologie et ses bases diplomatiques. Après les nombreuses réformes entre 1972 et 1993, la RPC va peu à peu s'installer dans le jeu international et va redéfinir sa politique diplomatique avec tous les autres États notamment ceux du continent Africain. De ces réformes, vont découler une présence de plus en plus forte de Pékin en Afrique de 1994 à 2014 appelé les « vingt glorieuses ». Après l'arrivé au pouvoir de Xi Jinping en 2013 et la naissance du « socialisme chinois de la nouvelle ère », on assiste à une nouvelle phase dans laquelle cette coopération sino-africaine va atteindre un nouveau cap dans les trois principales dimensions à savoir :

- Économique : avec un plus grand dynamisme qui va se traduire par la mise en place de plusieurs projets sur le continent dont la célèbre « Belt and Road Initiative » annoncé en automne 2013, des investissements ainsi que des échanges de matières premières et de biens manufacturés encore plus importants.
- Sécuritaire : avec la participation de la Chine dans les OMP du fait que Pékin soit depuis 2013 le pays qui fournit le plus de casques bleus en comparaison avec les autres membres du conseil de sécurité. On va également assister à la mise en place de la première base militaire outre-mer chinoise sur la corne de l'Afrique en 2017.

- Idéologico-culturelle : Par l'utilisation d'un pouvoir souple (soft Power) avec notamment la création de plusieurs centres Confucius pour propager sa culture. Un « soft Power Chinois », différent de celui de l'occident en raison d'un accent particulier mis sur le modèle de développement proposé et non la culture, auquel va s'ajouter un pouvoir plus pointilleux en la présence du « Sharp power », par l'entremise de censures et de pressions sur les élites Africaines pour constamment véhiculer une bonne image de Pékin.

Toutes ses dimensions de la nouvelle stratégie sont régies par :

- Le principe de non-ingérence dans les affaires internes des États partenaires, ainsi qu'une diplomatie pacifique.
- Le principe de coopération « Win - Win ».
- Le principe de coopération sud-sud axé principalement sur les relations bilatérales.

De grandes similitudes entre la coopération Chine-Afrique et Chine-Amérique Latine dans la stratégie diplomatique de la RPC autour des trois dimensions économique, sécuritaire et idéologico-culturelle, démontrent que la relation de la Chine et de l'Afrique est juste une relation à géométrie variable avec des dynamiques similaires dans les relations de Pékin avec tous les autres pays du sud. La nouvelle stratégie diplomatique de la Chine en Afrique peut donc être étudiée sous ses angles là, et être définie comme une stratégie globale, s'insérant dans un schéma international déjà établi pour l'établissement d'un nouvel ordre international voulu par Pékin, et dynamique, en raison d'échanges de plus en plus fréquents.

Bibliographie

- Discours de Monsieur Hu Jintao, président de la République populaire de Chine, à la cérémonie d'ouverture du sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine (2006) <https://www.fmprc.gov.cn/zflt/fra/wjjh/zyjh/t305495.htm>
- Bergère, M. (1963). La Révolution de 1911 jugée par les historiens de la République populaire de Chine : Thèmes et controverses. *Revue Historique*, 230(2), 403-436. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/40949767>
- Fonteyn, L. (2003). Chine : De l'écrasement de la deuxième révolution (1927) à la victoire de la troisième (1949). NPA. Récupéré de <https://tendanceclaire.org/utills/pdf.php?id=173>.
- François Bart, « Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 253-254 | Janvier-Juin 2011, mis en ligne le 01 janvier 2014. URL : <http://journals.openedition.org/com/6243> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.6243>
- WINTGENS, Sophie ; AURÉGAN, Xavier (2019) (Éds.) *Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine. Enjeux, défis et perspectives*, Academia – L' Harmattan, Louvain-la-Neuve, 324 pages.
- Directory Names (sasac.gov.cn)
- Site officiel du FOCAC, http://www.focac.org/fra/ltjj_4/ltjz/.
- Bayo, Ibrahima. 2017. « Diplomatie des stades : la Chine construit son image sur les pelouses ». <https://afrique.latribune.fr/economie/strategies/2017-02-24/diplomatie-des-stades-la-chine-construit-son-image-sur-les-pelouses.html>
- FOCAC. 2021. « La Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Afrique ». http://www.focac.org/fra/zfgx_5/jmhzt1860926.htm
- Du Rocher, S. B., de Prisque, E. D., « La Chine e(s)t le monde. Essai sur la sino-mondialisation », Paris, 2019, 295 pages.
- Discours de Xi Jinping au « Belt and Road Forum” (BRF) la 14 mai 2017 à Beijing http://www.xinhuanet.com/english/2017-05/14/c_136282982.htm

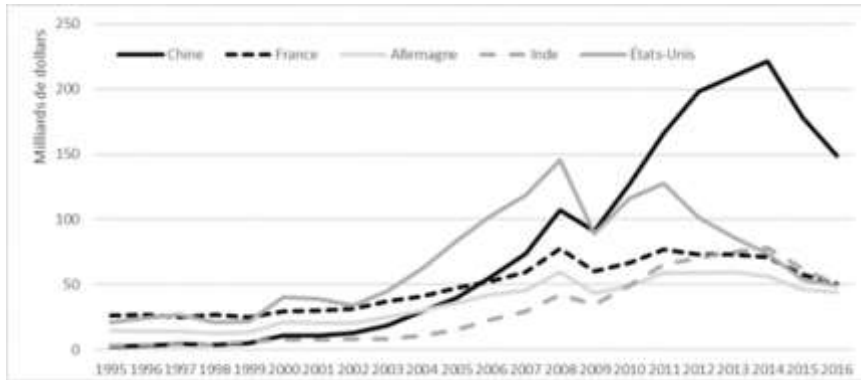
- Belt and Road economics, opportunities and risks of transport corridors. 2019
<https://www.banquemondiale.org/fr/topic/regional-integration/publication/belt-and-road-economics-opportunities-and-risks-of-transport-corridors>
- Le Gouriellec, S. (2018). Chine, Éthiopie, Djibouti : un triumvirat pour la Corne de l’Afrique ? / China, Etiopía, Djibouti : ¿un triunvirato para el Cuerno de África? Études internationales, 49 (3), 523–546. <https://doi.org/10.7202/1059934ar>
- Thierry Pairault, « L’Afrique et sa dette « chinoise » au temps de la covid-19 », *Revue de la régulation* [Online], 29 | 2021, Online since 10 February 2021, connection on 17 July 2021. URL <http://journals.openedition.org/regulation/17645> ; DOI : 10.4000/regulation.17645
- Barbier, Adrien (2018). « Le Mozambique dans l’enfer de la dette ». https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/12/22/le-mozambique-dans-l-enfer-de-la-dette_5401422_3234.html
- Bermond, Pierre, Antoine Daubet, et Sylvain Gauthier. « La présence chinoise en Afrique est-elle appelée à durer ? », *Géoéconomie*, vol. 75, no. 3, 2015, pp. 139-158.
- Aurégan, 2016
- U.N. Resolution 2758 - Oct. 25, 1971. <https://web-archive-2017.ait.org.tw/en/un-res-2758-voted-to-admit-communist-china.html>
- The Economist. 2020. « Somaliland and Taiwan establish diplomatic ties ». <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/10/03/somaliland-and-taiwan-establish-diplomatic-ties>
- <https://peacekeeping.un.org/fr>
- Document final du Sommet mondial de 2005 <https://undocs.org/fr/a/res/60/1>
- Zürcher, Christoph. 2019. « 30 Years of Chinese Peacekeeping » CIPS report (January 2019).
- Ranking of Military and Police Contributions to UN Operations. Month of Report: 31-Dec-09. https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/dec09_2.pdf
- https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/dec15_2.pdf
- Site des nations unies. « Comment sommes-nous financés ». <https://peacekeeping.un.org/fr/how-we-are-funded>

- Férus Patrice, 2019. « La présence militaire de la Chine en Afrique en 5 chiffres-clés ». <https://information.tv5monde.com/afrique/la-presence-militaire-de-la-chine-en-afrique-en-5-chiffres-cles-311476>
- Le Monde. 2014. « La hausse des dépenses militaires en Chine préoccupe le Japon » https://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2014/03/05/la-hausse-des-depenses-militaires-en-chine-preoccupe-le-japon_4377652_3216.html
- Férus Patrice, 2019. « La présence militaire de la Chine en Afrique en 5 chiffres-clés ». <https://information.tv5monde.com/afrique/la-presence-militaire-de-la-chine-en-afrique-en-5-chiffres-cles-311476>
- Nourou, Moutiou. (2019). « La nouvelle route de la soie : quels intérêts pour l’Afrique ? ». <https://www.agenceecofin.com/hebdop3/1502-64013-la-nouvelle-route-de-la-soie-quels-interets-pour-l-afrique#:~:text=des%20entreprises%20africaines,-.La%20nouvelle%20route%20de%20la%20soie%20pourrait%20donc%20contribuer%20%C3%A0,%20institution%20de%20Bretton%20Woods.>
- Courmont, B. (2012). Le soft power chinois : entre stratégie d’influence et affirmation de puissance. Revue d’études comparatives Est-Ouest, 43, 287-309. <https://doi.org/10.4074/S0338059912001118>
- Bankuwiha, Etienne. (2020). « LE ROLE DE L’INSTITUT CONFUCIUS EN AFRIQUE : PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS SINO-AFRICAINES. ».
- Dr. Kavas, Ahmet. (2020). « Le sort des Instituts Confucius dans le contexte de la Covid-19 ». <https://www.aa.com.tr/fr/monde/le-sort-des-instituts-confucius-dans-le-contexte-de-la-covid-19/1840031>
- Portland, The Soft Power 30: A Global Ranking of Soft Power 2019, USC Center on Public Diplomacy, (Portland 2019), 28.
- Keating, “Conservative soft power”, (J Int Relat Dev 22, 2019), 1; Michael Barr, Valentina Feklyunina, and Sabrina Theys: Introduction: The Soft Power of Hard States, Politics VOL35, (Political Studies Association 2015), 213.
- Pelletier-Viel, Noémie. (2021). “FROM SOFT TO SHARP – A CASE STUDY ON CHINA’S AUTHORITARIAN INFLUENCE”.

- Le Belzic, Sébastien. (2018). « La volonté chinoise de censurer les opinions critiques en Afrique a de quoi inquiéter ». LeMonde.fr
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/10/29/la-volonte-chinoise-de-censurer-les-opinions-critiques-en-afrique-a-de-quoi-inquieter_5376205_3212.html
- Tilouine, Joan. (2021). « Par la « diplomatie des stades », la Chine étend son influence en Afrique ». LeMonde.fr https://www.lemonde.fr/sport/article/2021/04/26/comment-la-chine-etend-son-influence-en-afrique-grace-a-la-diplomatie-des-stades_6078112_3242.html
- Ruolin, Zheng. (2007). « LA CHINE ET SA NOUVELLE STRATÉGIE GLOBALE », pages 143 à 150. <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2007-3-page-143.htm>
- Wang, Huiyao, active 2019, editor.; Miao, Lu, active 2019, editor.; Edward Elgar Publishing, publisher. 2019. “Handbook on china and globalization.
- Mthembu, Philani, editor.; Mabera, Faith, editor. 2021. « Africa-China cooperation: towards an African policy on China? ».
- WINTGENS, Sophie ; AURÉGAN, Xavier (2019) (Éds.) Les dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine. Enjeux, défis et perspectives, Academia-L’Harmattan, Louvain-la-Neuve, 324 pages.
- Picciau, Kevin. (2019). « Culture et « soft power » », Dans Bound to Lead (1990), Joseph Nye devinait que la puissance d'un pays pouvait reposer sur des éléments moins tangibles que les armes ou les finances. Vingt ans plus tard, tous les éléments de la théorie de Joe Nye sont posés dans le texte de Soft Power.
<https://larevuedesmedias.ina.fr/culture-et-soft-power>

Annexes

Graphique 1 : Les échanges commerciaux entre l’Afrique et ses cinq principaux partenaires (1995-2016)



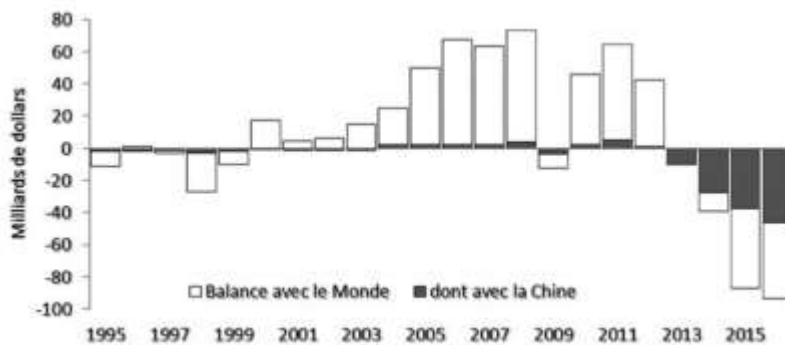
Source : CNUCED, 2017.

Graphique 2 : Volume des échanges et indices de prix



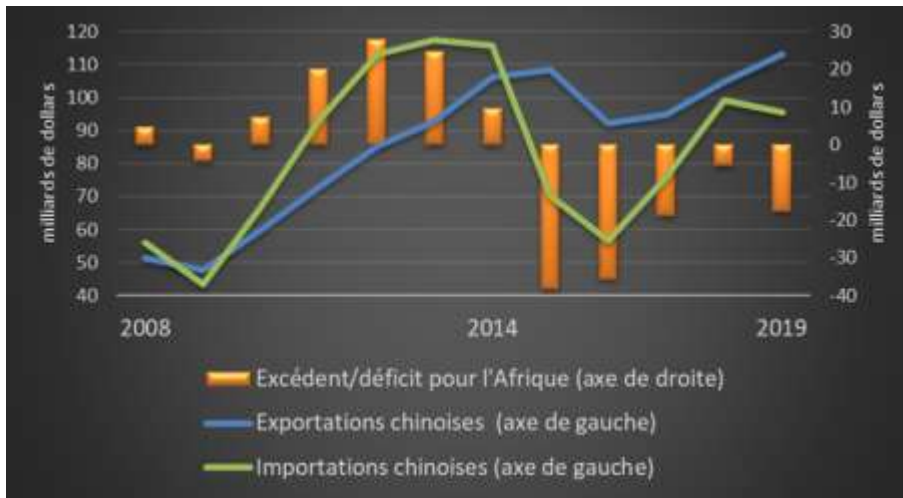
Source : [Pairault, 2020](#)

Graphique 3 : Balance commerciale africaine de 1995 à 2016



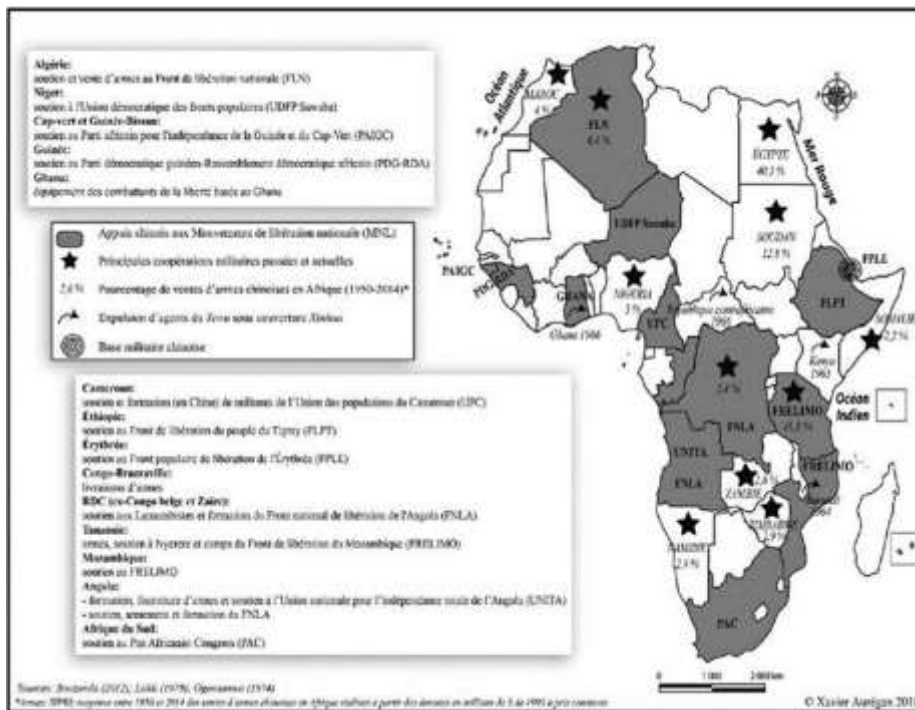
Source : Wintgens et Aurégan, 2019

Graphique 4 : Excédents et déficits commerciaux de l'Afrique de 2008 à 2019



Source : [Pairault, 2020](#)

Carte 1 : Coopération militaire entre la Chine et l'Afrique



Source : Bouzanda (2012); Laïdi (1979); Ogunsanwo (1974), extrait de Wintgens et Aurégan, 2019.

Tableau 1 : Nombre total de personnels chinois et nombre total de personnels des 4 autres membres du conseil de sécurité de 1990 à 2014

	Personnel total Chinois	Personnel total des 4 autres membres du conseil de sécurité
1990	5	1362
1991	44	1685
1992	488	11713
1993	65	12779
1994	60	11482
1995	45	11452
1996	38	4609
1997	32	2832
1998	35	1862
1999	37	1904
2000	98	2267
2001	129	2300
2002	123	1938
2003	358	1721
2004	1036	1939
2005	1059	1530
2006	1666	2961
2007	1824	2915
2008	2146	2857
2009	2136	2072
2010	2039	2167
2011	1924	2006
2012	1869	1465
2013	2078	1462

Source : <https://peacekeeping.un.org/en/troop-and-police-contributors>

Tableau 2 : Nombre de personnels chinois et nombre de personnels des 4 autres membres du conseil de sécurité de 2015 à 2021

	Chine	France	Royaume-Uni	Russie	États-Unis
2015	3045	934	290	80	80
2016	2630	872	345	105	72
2017	2644	816	679	80	55
2018	2515	729	618	65	51
2019	2545	730	579	80	31
2020	2520	717	540	68	30
2021	2471	622	550	71	31
Total	18370	5420	3601	549	350

Source : <https://peacekeeping.un.org/en/troop-and-police-contributors>

Tableau 3 : Tableau récapitulatif des débats académiques sur le Soft Power chinois en Afrique.

Sources du <i>Soft Power</i> chinois en Afrique	Considérations	Positions parmi les chercheurs chinois
Influence culturelle chinoise 文化影响力 <i>wenhua yingxiangli</i>	La culture chinoise est autant un atout des relations sino-africaines, qu'un point faible de la stratégie chinoise en Afrique	1. L'influence culturelle n'est qu'une des sources du <i>Soft Power</i> chinois en Afrique, et non pas l'élément principal (<i>core</i>) 2. La culture n'est pas un instrument ou une source du <i>Soft Power</i> (Li Anshan)
Système de valeurs 政治价值观 <i>zhengzhi jiazhi guan</i>	En dépit d'un « <i>background</i> historique similaire » et des « mêmes problèmes de développement », entre la Chine et l'Afrique, il y a un « <i>value issue</i> »	1. Insistance sur la relativité de l'idéologie plutôt que sur l'universalité des valeurs et du système socio-politique chinois 2. Efficacité de la combinaison du système politique chinois et de l'économie de marché s'opposant à l'idéalisme « inefficace » de l'Occident
Attractivité du modèle de développement chinois 发展模式 <i>fazhan moshi</i>	Le modèle de développement chinois est la clé du <i>Soft Power</i> chinois en Afrique	Le modèle de développement chinois est compétitif

Source : Tableau réalisé par Wintgens et Aurégan sur la base des informations collectées dans les articles analysés. 2019